

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2488 - VENDREDI 18 DÉCEMBRE 2015

INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

La RDC améliore sa cote



Les progrès en matière de scolarisation sont visibles

Le pays est passé de la 186e place sur 187 pays en 2013 à la 176e sur 188 en 2014 de l'indice de développement humain (IDH). C'est ce qui ressort du dernier rapport du bureau du Programme de l'ONU pour le développement (Pnud) publié le 16 décembre à Kinshasa. Le rapport épingle l'inversion du rythme de croissance de l'indice du développement humain qui caractérise la vie active au pays, laquelle inversion s'est accélérée depuis 2010 comme l'un des facteurs-clés de cette performance.

Pour les experts du Pnud, les progrès sont visibles en RDC en termes d'espérance de vie, de durée attendue et moyenne de scolarisation ainsi qu'en termes de revenu national brut (RNB) par habitant. L'espérance vitale en RDC, à en croire le document, est située à 58,7 ans alors que le RNB par habitant est de 680 dollars américains par an.

Page 12

CALENDRIER ÉLECTORAL RÉAMÉNAGÉ

La Céni devant un feu rouge

Le comité Corneille Nangaa n'est pas encore sorti de l'auberge dans son travail d'évaluation du processus électoral actuellement grippé. Tout en confirmant la volonté de son institution à publier un nouveau calendrier électoral, les précédents étant devenus anachroniques, le président de la Céni a indiqué, au cours d'une récente sortie médiatique, que cela repose sur deux contraintes majeures, l'enrôlement de nouveaux majeurs et le financement des scrutins.

Premièrement, le caractère impératif d'intégrer les nouveaux majeurs dans le fichier électoral passe pour une évidence en ce sens qu'il est impossible d'aller aux élections avec un fichier biaisé présentant de graves lacunes. Deuxièmement, un éclairage net sur la question de financement des opérations électorales est requis pour la Céni avant toute publication du nouveau calendrier.

Page 12



Le siège de la Céni à Kinshasa

SANTÉ

Plaidoyer pour le financement de la sécurité transfusionnelle

Le ministre de la Santé publique a présidé une réunion de haut niveau de la task (force de sécurité transfusionnelle) au cours de laquelle un plaidoyer a été mené pour le financement à accorder au Programme national de transfusion sanguine (PNTS) en bute à d'énormes dif-

ficultés liées à sa mission. Le PNTS fait face à plusieurs défis pour pérenniser les acquis et combler le gap des interventions prioritaires par un financement conséquent. Pour pallier ce problème, le gouvernement devra s'employer à augmenter le budget alloué à la santé et me-

ner un plaidoyer auprès des partenaires. L'importance de cette réunion tient au fait qu'il s'agit d'un pilier du développement du PNTS qui consiste au renforcement intersectoriel en vue d'améliorer la qualité de la santé.

Page 13

MONDIAL DES CLUBS

Mazembe, sixième après sa deuxième défaite face à CF America

Page 13

ÉDITORIAL

Retour ?

Il n'est pas impossible, finalement, que l'opposition radicale change de stratégie à l'approche des deux scrutins majeurs que constitueront l'élection présidentielle et les élections législatives. Pour les observateurs attentifs de la scène politique congolaise que nous sommes, certains signes ne trompent pas : annonce par les uns de leur propre candidature à la magistrature suprême, silence appuyé de certains autres qui se distinguaient jusqu'alors par des déclarations fracassantes dans les médias étrangers, mise en ordre interne en vue des scrutins à venir des mêmes formations ou partis qui avaient affirmé haut et fort leur rejet des nouvelles institutions.

Tout se passe, en fait, comme si la classe politique, majorité et opposition mêlées, a pris définitivement acte de l'entrée en vigueur de la Constitution adoptée le 25 octobre dernier et se prépare d'ores et déjà aux prochaines échéances. Logique pour ce qui concerne la majorité, qui devra malgré tout resserrer ses rangs si elle veut gagner la partie de façon indiscutable, ce comportement est plus surprenant de la part d'une opposition qui clamait récemment encore son rejet farouche de la réforme institutionnelle proposée par le président de la République et approuvée massivement par les électeurs.

Faut-il conclure de ce qui précède que le bon sens l'emporte désormais sur la passion partisane et que nous allons enfin vivre dans une démocratie apaisée où le débat public se déroulera dans les enceintes qui lui sont réservées et non plus dans la rue ? Peut-être en effet, mais nous avons payé trop cher dans le passé l'incapacité d'une partie de la classe politique congolaise à respecter les règles du jeu pour baisser la garde en prenant pour argent comptant les postures ou les déclarations de ses leaders. Attendons donc de voir si la raison l'a effectivement emporté sur la raison.

Ce qui est certain et dont, semble-t-il, les plus farouches opposants à la Nouvelle République sont en train de prendre la juste mesure c'est que la page étant tournée, le Congo ne reviendra pas en arrière, ce dont a pris acte la communauté internationale dans son ensemble. Il reste donc très peu de temps à l'opposition pour démontrer qu'elle respecte les règles républicaines et s'en remet au peuple souverain pour approuver ou rejeter ses choix.

Les Dépêches de Brazzaville

FINANCES PUBLIQUES

Les députés ont adopté le budget de l'Etat exercice 2016



Au cours de la séance plénière du 17 décembre, les députés ont adopté le budget de l'Etat de l'année prochaine. Il est équilibré en recettes et en dépenses à la somme de 3.779.384.000.000 FCFA.

Le ministre des Finances, Gilbert Ondongo a indiqué que ce budget a retenu comme priorités : la municipalisation de la Bouenza ; les projets achevés ou les services faits mais non encore apurés ; les projets en cours les plus impératifs pour ne pas perdre les gros investissements déjà réalisés ; les dépenses du front social ; les projets en cofinancement ; les programmes spécifiques de diversification de l'économie et l'élection présidentielle.

Répondant à la question sur les mesures prévues en 2016 visant à améliorer les recettes des administrations des douanes et les impôts, le ministre des finances a indiqué que le gouvernement entend poursuivre les efforts qui ont conduit ces deux administrations à réaliser les performances actuelles.

Il s'agit, entre autres de la minimisation des avantages fiscaux exceptionnels ; le renforcement de la télédéclaration ; la destruction des niches fiscales pour continuer à élargir l'assiette fiscale ; le renforcement des ressources techniques du guichet unique de dédouanement

en sécurisant au mieux son système informatique notamment et l'amélioration de la motivation des ressources humaines.

Abordant le point sur la persistance de faibles cours internationaux du pétrole et leur incidence sur les prévisions budgétaires, le ministre Gilbert Ondongo, a précisé que l'Etat, en 2016, entend renforcer la préparation et la sortie de la grande dépendance du pays de la production et de la vente du pétrole. La persistance de faibles cours internationaux du pétrole va pousser le Congo à revisiter sa stratégie de la diversification économique, a-t-il dit.

Sur le déficit d'enseignants dans les écoles publiques, l'Etat compte créer un corps des « volontaires », constitué des enseignants qualifiés mais qui sont au chômage. Le gouvernement a noté que pour l'année scolaire 2015-2016, le déficit est d'environ 14.000 agents dans les établissements primaires et secondaires.

Le recrutement des fonctionnaires de l'enseignement ne pouvant por-

ter que sur les éléments formés dans les écoles publiques, l'Etat ne peut pas recruter 14.000 diplômés au cours d'un seul exercice. Ainsi, pour parer à l'urgence, le gouvernement se propose de créer un corps de « volontaires » en s'inspirant d'une expérience déjà réalisée avec les Nations unies qui, d'ailleurs, à travers ses agences, devrait en assurer en grande partie le financement. La prise en charge financière de l'Etat ne se limiterait qu'au paiement d'une contrepartie. A terme, le problème pourrait être résolu avec la mise en place effective de la fonction publique territoriale. Le ministre des Finances a indiqué que les travaux de construction des douze hôpitaux généraux avancent normalement. L'exécution physique, de façon générale, est à plus de 80%. La fin des travaux est prévue pour le mois de mars 2016. En ce qui concerne, la route nationale, dans son tronçon Dolisie-Brazzaville, les travaux de construction avancent de manière satisfaisante. Il reste l'érection d'un pont sur la rivière Lukuni à Mindouli, dans le département du Pool. La fin des travaux est prévue pour avril 2016, a précisé le ministre Gilbert Ondongo.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CIRCULATION ROUTIÈRE

Les gens roulent dans tous les sens à Brazzaville

Au volant des voitures taxi, taxi-bus ou limousines personnelles, les chauffeurs, ou ceux qui en tiennent lieu, font ce qu'ils veulent dans les rues de Brazzaville. À tel point que l'on se demande s'il n'y a pas lieu, pour l'administration routière et la police de la circulation, de lancer une grande opération de contrôle des permis de conduire.

En dehors du boulevard Alfred Raoul qui borde le Palais des Congrès à Moungali III, rares sont les avenues de Brazzaville construites à trois voies dans les deux sens. À la vérité, il n'en existe pas. Chaque jour, cependant, il faut observer la manière avec laquelle les chauffeurs s'exercent au volant de leurs véhicules. Tous pressés d'arriver à destination, roulent parfois à contre-sens, brûlent les feux de signalisation disponibles, doublent constamment à droite, n'observent nullement les panneaux de signalisation existants, s'en prennent parfois aux agents de la circulation lorsqu'ils les interpellent. Les scènes les plus ahurissantes des embouteillages se

déroulent sur l'avenue menant du rond-point du Collège Matsoua à Moungali vers Mazala à Moukondo. Puis sur le prolongement Mazala-Mouhoumi-la Base. Il en est de même de

le pont. Cela devient un sport presque quotidien pour les travailleurs, les vendeuses, les élèves qui choisissent la marche à pied à l'utilisation des bus et taxis.

croisement Jacques Opango-La Tsiémé, font aussi un malheur. Tout comme à certaines heures, le prolongement Avenue de France-Avenue de la Tsiémé. Aux heures de pointe,

la plupart des grandes villes du monde de nos jours. C'est bien certain que l'absence de feux de signalisation pose problème, mais il se développe chez la plupart des chauffeurs des attitudes condamnables de refus d'observer les règles élémentaires du code de la route. Si les véhicules privés de transport en commun excellent dans ce comportement, il n'y a pas lieu d'épargner les GX, VX personnels ou autres véhicules utilitaires de plusieurs services publics. Le plus souvent, ils créent des files supplémentaires sur une rue qui n'en compte en principe qu'une seule et entraînent dans leur sillage toutes sortes de désordres.

Si l'on n'y prend garde, cet incivisme croissant sur les artères de Brazzaville pourrait s'élever au rang de norme nationale. Et même quand le nombre de routes existantes sera porté au double, l'absence de coercition que l'on observe ainsi que la crise de citoyenneté ambiante l'emporteront sur le savoir-être.

La Rédaction



Une avenue de Brazzaville aux heures de pointe

la principale sortie nord de la ville, entre le Lycée Thomas Sankara, à Mikalou-Djiri, et le Terminus de Mikalou à Talangaï. Depuis deux semaines, les eaux de pluie ensablent la chaussée déjà malmenée par les crevasses au niveau du

Les embouteillages sévissent également à Bacongo-Makélékélé sur l'avenue de l'OUA et vers Kinsoundi, sur l'avenue des Trois francs, vers le marché Bourreau et à la sortie du pont du Djoué. À Texaco-Tsiémé, l'avenue de l'intendance, le

le Centre-ville, le rond-point Moungali, le rond-point Poto-Poto, l'avenue Orsy et le rond-point Kououlounda à Ouenzé ne sont pas non plus épargnés.

Pour tout dire, la circulation routière à Brazzaville est chaotique, certainement comme

AMÉNAGEMENT URBAIN

Le viaduc du centre-ville bientôt ouvert à la circulation

Lancés officiellement le 10 décembre 2014, les travaux de construction de la corniche sud, sur le tronçon Restaurant Mami-wata et Case De Gaulle, qui inclut également le viaduc, sont quasiment achevés. D'après le ministre de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux grands travaux, Jean Jacques Bouya, interrogé le 16 décembre, à l'issue de la visite du chantier, cette nouvelle voie qui suscite déjà beaucoup d'admiration, sera inaugurée entre janvier et février 2016, par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso.

Les travaux de construction de cette voie qui part du restaurant Mami Wata à la case de Gaulle, longue de plus de 2 km, se sont exécutés à un rythme satisfaisant. Du restaurant Mami Wata au rond-point du ministère de la Défense, dit Ravin du Tchad, sur une distance d'1 km, la voie est construite en terre pleine. Cette partie est déjà totalement achevée, il ne reste plus que les dernières retouches. Cependant du Ravin du Tchad jusqu'à la Case De Gaulle, sur

une distance d'environ 300 m, la route est construite en hauteur, sous forme de viaduc. Exécutée selon les règles de l'art, ce viaduc est soutenu par deux gigantesques pylônes de 122 mètres de hauteur chacun. De par ses caractéristiques techniques, la route de la Corniche est grande. Elle est composée de deux voies d'une importante largeur chacune et d'un trottoir en travée.

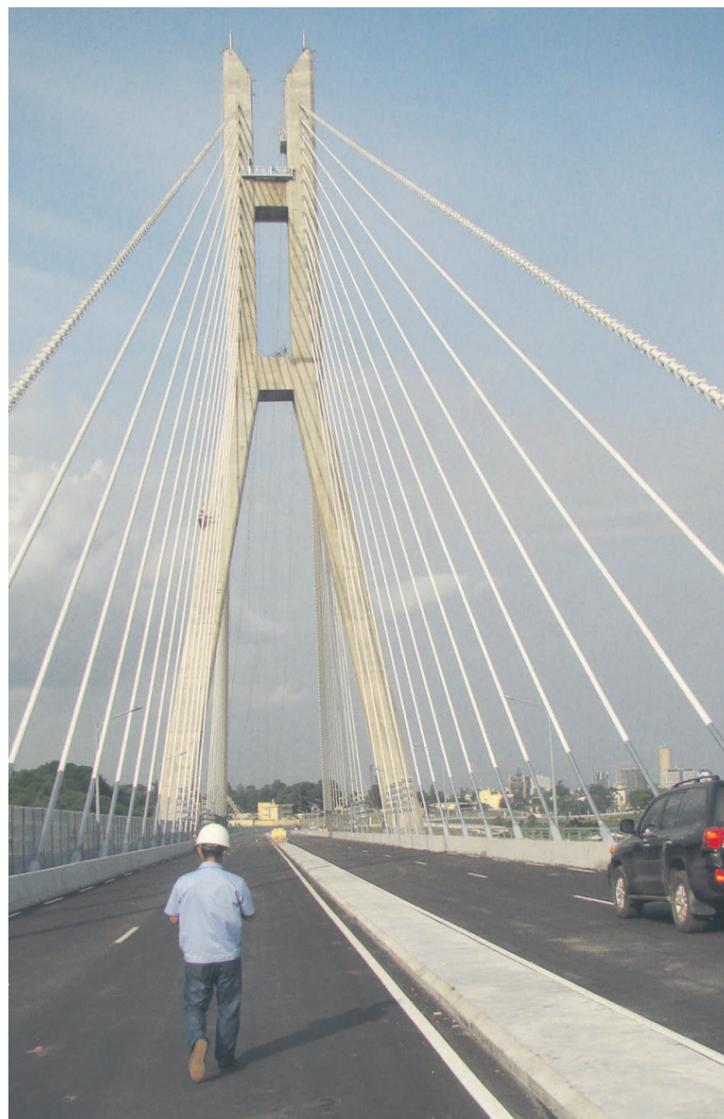
Le viaduc, qui attire déjà de nombreux touristes, est éclairé par un système électronique de haute technologie qui, de nuit, offre une vue panoramique sur toutes les deux rives du fleuve Congo. Financés par l'Etat congolais à plus de 70 milliards FCFA, les travaux de ce tronçon de la corniche sud, exécutés par les partenaires chinois, sont à ce jour en phase de finition.

«Les travaux les plus importants sont achevés, nous ne sommes plus qu'à l'étape des finitions. Les essais de charges jugés concluants, ont même déjà été réalisés il y a trois jours. L'ouvrage est en

phase terminale, il ne reste plus qu'à finaliser l'éclairage pour en faire un véritable ouvrage d'art vu de partout. Certainement, dès les deux premiers mois de l'année prochaine, le président de la République pourra l'inaugurer », a confirmé le ministre Jean Jacques Bouya.

D'après le ministre, si cet ouvrage est utilisé à bon escient, il peut durer longtemps. Par la même occasion, le ministre de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux grands travaux s'est fait une idée de l'état d'avancement du deuxième tronçon de la corniche, qui va de la Case De Gaulle, à Bacongo dans le deuxième arrondissement, au pont du Djoué, dans l'arrondissement I Makélékélé.

Cette fois-là, il était en compagnie du directeur Afrique centrale de l'Agence française de développement (AFD), qui finance cette route à hauteur de plus de 45,9 milliards FCFA. La voie est déjà déblayée et les



Une vue du viaduc de la case De Gaulle (photo adiac)

ordures ramassées. Les travaux ont déjà pris une vitesse de croisière. Dans les prochaines semaines, l'entreprise va amorcer le traitement des

ravins et d'autres travaux proprement dits. Les travaux des voies d'accès vers les quartiers ont également déjà débuté.

Firmin Oyé

RÉINSERTION SOCIALE

Début du paiement des ménages éligibles au projet Lisungi à Brazzaville

La ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Emilienne Raoul, a procédé le 17 décembre à la Banque postale du Congo, au lancement officiel des transferts monétaires aux 1720 premiers ménages éligibles de la capitale

Cofinancé par le gouvernement en partenariat avec la Banque mondiale (BM), le projet Lisungi vise, entre autres, l'amélioration des conditions de vie des populations par l'accès aux services sociaux de base, notamment la santé et l'éducation. Choisie par la BM, la Banque postale du Congo assure quant à elle, le paiement des transferts monétaires aux ménages pauvres. Cette allocation accordée chaque trimestre est un complément au peu que les bénéficiaires possèdent, pendant 32 mois, soit un peu plus de deux ans et demi. A Brazzaville, le paiement des ménages éligibles sera effectué dans les agences de la Banque postale du Congo situées à Makélékélé, Poto-Poto et au rond-point Koulounda à Ouenzé. Afin de permettre aux bénéficiaires d'améliorer tant soit peu leur situation actuelle, il leur a été demandé de participer à travers une activité quelconque de leur choix à leur propre développement.

« 3200 ménages très pauvres ont été ciblés à Brazzaville. Ce jour nous procédons au lancement des transferts monétaires de 1720 ménages qui ont été jugés éligibles. Pour les 1500 autres ménages, leurs dossiers seront soumis au contrôle. A cet effet, une enquête sociale a déjà été lancée. Ces ménages seront payés après



Une des bénéficiaires ; crédit photo Adiac

le contrôle de leur dossier », a annoncé Emilienne Raoul, en présence de sa collègue en charge des questions des femmes, Catherine Embondza Lipiti.

Pour le directeur général de la Banque postale du Congo, Calixte Tabangoli, le rôle de son institution ne se limite pas seulement à la mise en place d'un système de gestion des paiements en lien avec le système d'information de Lisungi ou au paiement des bénéficiaires. Il s'agit aussi et surtout, a-t-il insisté, de

développer des produits bancaires adaptés, car les ménages éligibles à ce projet n'ont pas vocation à demeurer pauvres. « C'est à ce titre que les équipes du ministère des Affaires sociales et celles de la Banque postale du Congo travaillent ensemble pour assurer aux ménages éligibles un accompagnement visant à développer une culture de l'épargne et l'accès à une forme de micro crédit encadré », a-t-il déclaré, annonçant que ce double accompagnement sera ef-

fectif dès le premier trimestre 2016. Le représentant de la BM au Congo, Djibrilla Issa, a, de son côté, rappelé que le projet Lisungi a été conçu par le gouvernement en collaboration

tion de la santé, l'éducation et la formation professionnelle. « Le programme Lisungi contribuera à ces efforts, en réduisant l'impact de la pauvreté et de l'exclusion par l'amélioration de l'accès aux services de base à la population cible. Il fait aussi la promotion de dépanner et d'investir en initiant les familles au système financier en partenariat avec la Banque postale. Ainsi, les ressources de Lisungi consacrées à Brazzaville devraient permettre à terme d'atteindre 3400 familles parmi les 5300 choisies par les comités de communautés de ciblage pour cette première phase », espère le représentant de la BM.

L'AFD rejoint le train en marche

Bénéficiant dès le début de l'appui financier de la BM, le projet Lisungi va pouvoir aussi compter sur l'Agence française de développement (AFD). Ainsi, grâce à la contribution de ce nouveau partenaire, le projet s'étendra aussi dans les arrondissements 7 Mfilou, 8 Djiri, 9 Madibou à Brazzaville et Loandjili à Pointe-Noire. Ce financement additionnel permettra de couvrir 3 504 ménages et 1 204 personnes âgées. Rappelons qu'à Pointe-Noire, 254 ménages étaient concernés pour un montant total de 19 530 000 FCFA et dans la Cuvette, 623 ménages étaient éligibles pour un montant de 43 515 000 FCFA.

Parfait Wilfried Douniama



RECHERCHE POUR SON CLIENT, IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL, LEADER EN LOGISTIQUE ET TRANSPORT, FORTEMENT IMPLANTÉ EN AFRIQUE, UN RESPONSABLE FINANCE SHIPPING

Rattaché au Directeur Shipping, vous aurez en charge le département compte d'escale et facturation. Vous serez l'interlocuteur principal de la Direction des Finances, et aurez pour mission les tâches suivantes :

- Manager le personnel du département compte d'escale et facturation incluant cotation, compte d'escale, facturation et recouvrement shipping
- Assurer l'approvisionnement des escales et recouvrement des coûts additionnels des navires
- Superviser l'équipe Cost control
- Réaliser des cotations aux clients armateurs
- Proposer des règles de gestion et d'optimisation auprès de la Direction Finance / Shipping
- Proposer, élaborer et diffuser des tableaux de bord d'analyse et de pilotage de l'activité
- S'assurer que le processus de facturation est correctement réalisé
- Participer activement à la démarche hygiène, sécurité, santé, environnement, qualité, développement durable de la société

Titulaire d'un bac+5 minimum en Economie ou Finance, avec une expérience de 5 ans dans une société internationale de transport maritime.

Vous êtes volontaire, rigoureux, réactif & dynamique. Votre ouverture d'esprit vous rend adaptable et ouvert aux changements. Votre empathie vous rend flexible et doué dans les relations

humaines, pour construire des liens de confiance avec les interlocuteurs de la société et les clients.

Vous avez le sens des responsabilités et du travail en équipe.

Démontrant une grande capacité de travail, d'analyse et de synthèse, vous savez rendre compte et vous impliquer afin de renforcer et développer les compétences de votre équipe.

Vous avez, idéalement, une première expérience dans le shipping et une bonne maîtrise de la finance et gestion. Vous avez, sur vos précédents postes, géré des équipes.

La maîtrise de l'anglais est obligatoire. Vous devez démontrer de votre parfaite maîtrise d'Excel (fonctions avancées, tableaux croisés dynamiques,...)

Vous vous reconnaissez dans ce profil ...

Envoyez votre candidature

(CV avec photo + lettre de motivation, et copie certifiée du diplôme le plus élevé, en pdf), uniquement par mail sous la réf n° ABL/RFS/12/2015 à l'adresse suivante kacc.carriere@yattoo.com, avant le 04/01/2016

Les candidatures incomplètes seront automatiquement écartées du processus. »

SPI CONGO SARL

La société est en

procédure de

liquidation. Pour

toutes réclama-

tions ou autres

informations,

prendre contact

avec Me Kian-

guila au

05.528.89.90 /

06 659 33 79.

Etude à Makélé-

kélé 43 rue

Mapouata, quar-

tier ex télévision.

DISPARITION

Journalistes et sportifs rendent un dernier hommage à Urbain Mongo

Le journaliste qui était en fonction à Radio-Congo, a été mis en terre ce jeudi 17 décembre à Brazzaville. Ses confrères l'ont accompagné jusqu'à sa dernière demeure.



Les journalistes rendant un dernier hommage à Urbain Mongo crédit photo Adiac

« (...) Avec sa voix grave qui ne sera plus jamais entendue sur les ondes de Radio-Congo, Urbain Maurice Mongo a contribué à dénoncer les comportements déviants observés dans le milieu sportif de notre pays », a déclaré Godefroy Yombi, dans l'oraison funèbre, d'une voix chargée d'émotions rivalisant avec les pleurs qui rythmaient la cérémonie d'adieu à l'esplanade de la Télévision nationale où la dépouille de l'illustre disparu a été exposée, pour un dernier hommage.

Les journalistes de différents médias, les cadres du ministère de la Communication, les représentants de fédérations sportives et même des clubs étaient présents. Tour à tour, ils se sont inclinés, les larmes plein les yeux, devant la mémoire du chevalier de la plume et du micro qui n'est plus à compter parmi les vivants.

Né le 1er janvier 1974 à Etoro près de Gamboma, dans le département des Plateaux, Urbain Maurice Mongo, Indien pour les intimes, a commencé à marquer ses premiers pas dans le journalisme en 2006 comme collaborateur extérieur à Radio-Congo alors qu'il était professeur des Mathématiques. Il est donc passé de la craie au micro parce que rongé par la passion du journalisme. En 2015, Urbain Maurice Mongo est officiellement rattaché au ministère de la communication. Malheureusement, la même année il est fauché par la mort, laissant quatre enfants.

Témoignages...

« Urbain Mongo a animé avec brio plusieurs émissions sportives, entre autres, magazine des Sports, Radio-Congo... On était en train de le préparer à commenter les rencontres sportives en direct malheureusement le destin nous a arrachés ce jeune talentueux sans prendre rendez-vous », a expliqué Tselane Mongo, son homonyme qui l'avait reçu à la Radio, chef de service des Sports à l'époque. « Un grand humoriste qui animait souvent les milieux sportifs quand les reportages prenaient du retard et a réussi de poser sa pierre à l'édification de l'émission Radio-Congo sports chaque 6 heures 15 sur les ondes de la Radio nationale », selon Messmin Oumbouma, chef de service des Sports à MNTV.

Urbain Mongo, lui-même, disait souvent : « La radio est une ligne de front, qui finit », quand il s'apprêtait à quitter le bureau, selon l'évocation de Ghislaine Kinouani sa consœur. Cette fois-ci, il a quitté le bureau à jamais.

Rominique Nerplat Makaya

OCCUPATIONS ANARCHIQUES À BRAZZAVILLE

Les propriétaires terriens nient toute implication dans la vente des sites à risque

Accusée par le ministre des Affaires foncières et du domaine public, Pierre Mabiala, d'être à l'origine des érosions, glissements de terrains, inondations que subissent les populations dans certains quartiers nord de Brazzaville, la Fédération des terriens du Congo (FTC), a répliqué au cours d'une conférence de presse organisée le 16 décembre dans la capitale

Le président de la FTC, Aristide Mampouya, qui a animé cet échange, a invité le ministre des Affaires foncières à rechercher les véritables responsables de ces fléaux qui seraient connus de lui, et à les dénoncer. « Ce dernier au lieu d'encourager et féliciter l'apport de la FTC dans l'amélioration, dans une certaine mesure, du climat apaisé dans le secteur du foncier, il excelle au contraire par des retournements imprévisibles et débordants qui lui sont propres, en ne trouvant mieux que de décider de manière autocratique et pour des raisons inavouées

sur le terrain, la vérité est autre car l'invasion par des occupants anarchiques des sites inappropriés, non constructibles, transformés en habitations ont exposé les populations à des risques de catastrophes enregistrés ces derniers temps notamment. Se voilant la face, le ministre a déchargé toute sa fureur sur les propriétaires terriens, les tenant pour responsables de tous les dégâts causés par les pluies », a expliqué Aristide Mampouya.

Le président de l'Association des propriétaires terriens de Mfoa a également rappelé que de par les dates de sa créa-

toutes les autres catastrophes dans la ville de Brazzaville ne passerait par la dissolution de la FTC.

« Monsieur le ministre Pierre Mabiala s'est trompé de registre, la FTC ne peut lui servir de bouc émissaire. En tout état de cause, l'acharnement du ministre sur la FTC ne se justifiant pas, les propriétaires terriens demeurent sereins. Nous lançons enfin un appel de ressaisissement à l'endroit du ministre. Au lieu d'entretenir une guéguerre stérile, la FTC estime qu'en travaillant davantage ensemble, la République gagnerait beaucoup plus dans ces avancées vers la gouvernance foncière tant souhaitée par tous », a conclu Aristide Mampouya.

Créée en 2013, la FTC compte actuellement plus de 1000 adhérents à tra-



Aristide Mampouya en tenue traditionnelle animant la conférence de presse; crédit photo Adiac

la dissolution de la FTC, confondant ainsi les propriétaires terriens et les occupants anarchiques des sites », a-t-il dénoncé.

En effet, lors de sa conférence de presse du 7 décembre dernier, le ministre Pierre Mabiala menaçait de dissoudre les organisations des propriétaires terriens. Il faisait allusion aux occupations anarchiques dans les quartiers nord de Brazzaville, notamment à Ngamakosso et aux abords du viaduc dans le 6e arrondissement, Talangai. « Cependant

tion le 30 mai 2010 et de sa reconnaissance juridique le 7 mai 2013, la FTC ne pouvait répondre des lotissements anarchiques réalisés sous l'empire du monopartisme dans ces quartiers à risque (Ngamakosso, Quartiers 67 et 68 de l'Arrondissement 6 Talangai, Mont Boukiéro). Pour lui, le ministre devrait mesurer l'impact d'une telle décision sur l'ensemble de toute l'armature juridique de la réforme foncière, car la thérapeutique devant enrayer définitivement les érosions et

vers le pays. Elle œuvre pour une forme sociale de propriété compatible avec la gestion moderne du patrimoine. Ceci à travers des campagnes de recensement des terriens en vue de l'établissement du fichier national ; la mise en place et le fonctionnement d'un organe de conciliation afin de régler à l'amiable des litiges fonciers entre propriétaires terriens ; la facilitation des transactions foncières entre les acquéreurs privés et publics et vendeurs propriétaires terriens.

Parfait Wilfried Douniama

SÉCURISATION DES FÊTES

La police annonce des dispositions particulières

Le directeur général de la police, le général Jean François Ndenguet, a rappelé aux chefs de quartier des neuf arrondissements de Brazzaville, la nécessité de travailler ensemble. Pour ce faire, plusieurs mesures de sécurisation seront initiées sur toute l'étendue du territoire national.

« Nous voulons que les fêtes de fin d'année se passent dans la joie et dans l'allégresse », tels sont les propos du directeur général de la police, tenus ce jeudi au cours de la ronde qu'il a effectuée à Brazzaville, en présence de tous les maires d'arrondissements précités.

Selon le patron de la police, cette descente dans les différents arrondissements de Brazzaville a pour but de permettre à la police nationale de faire une évaluation de la situation sécuritaire dans tous les quartiers afin de garantir aux populations les fêtes sécurisées. Poursuivant ses propos, il a noté que la ville est relativement calme nonobstant quelques déviances et des cas de trouble à l'ordre public qui avaient été orchestrés par quelques partis politiques dites de « l'opposition radicale ».

De Talangai à Ouenzé en passant par Poto-Poto et enfin, à Makélékélé, c'est le même langage de la fermeté qu'il a tenu. Rassurant qu'« un dispositif serré va être placé dans les

arrondissements ». Au cours de ses échanges avec les chefs de quartier, il a félicité les populations de ces différents arrondissements pour leur prompt réaction face aux événements du 20 octobre dernier. L'invitation a été renouvelée à leur endroit pour une participation plus effective de la population et les a rassurés des dispositions nouvelles qui seront prises pour améliorer leurs capacités d'action et de réaction contre tous les bandits.

Signalons que pour cette année l'opération est dénommée « Opération tranquillité 2015 », et sera lancée le samedi prochain dans l'arrondissement 8 Madibou.

Guillaume Ondzé



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIÈRE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes : Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Développer une communication efficace avec son équipe et sa hiérarchie	3 jours	7 au 9 décembre 2015
Gagner du temps et gérer ses priorités	3 jours	14 au 16 décembre 2015

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

L'Université Catholique du Congo attendue dans 30 mois

Le 11 décembre 2015, le Président de la République, Denis Sassou Nguesso a posé la première pierre de l'Université catholique du Congo à Liambou dans le district de Loango, département du Kouilou. La construction de la Faculté des Sciences constitue l'un des projets sociaux adossés au développement du Projet Moho Nord. Les membres du gouvernement, le Groupe Entrepreneur (Total Congo, Chevron et SNPC), l'épiscopat congolais et de nombreuses autorités et personnalités ont pris part à la cérémonie.



La politique de développement de projets industriels au Congo veut que soient associés à la réalisation de ceux-ci, des projets sociaux.

Aussi, dans le cadre du lancement de la phase 1 Bis du projet Moho, dont Total (installée depuis 1968) est l'opérateur, la construction de l'Université Catholique du Congo est un des deux projets sociaux retenues par la République du Congo qui sera réalisé avec ses partenaires, Chevron et la SNPC.

Située à Liambou, à une vingtaine de kilomètres de Pointe-Noire, l'Université Catholique du Congo qui vient s'ajouter à d'autres infrastructures de même nature construites dans le pays traduit la ferme volonté de Total d'investir dans l'enseignement afin d'en sortir à terme des ressources humaines qualifiées et compétentes, aptes à répondre immédiatement aux attentes du marché de l'emploi à dit Fidèle Dimou, préfet du département du Kouilou en remerciant les autorités congolaises, le Groupe Total et ses partenaires pour l'honneur fait à son département en y érigeant l'Université catholique du Congo dont la faculté des sciences va accueillir jusqu'à 800 étudiants repartis en cinq départements à savoir la biologie, la chimie, la physique, la géologie et l'informatique mathématique. Ce complexe comprend 10 salles de classe, un auditorium de 1000 places, une bibliothèque, un restaurant universitaire, un espace résidentiel comprenant cinq bâtiments. La durée des travaux est de 30 mois.

« Monsieur le Président de la République, le geste hautement symbolique que vous accomplissez aujourd'hui manifeste votre attachement pour la promotion de l'enseignement et de l'éducation au Congo. Il indique en même temps la confiance que vous faites à l'église comme partenaire fiable dans le secteur de l'éducation. Vous avez donné votre accord à ce projet depuis 2008 lors de votre rencontre avec Michel

Camdessus, ancien directeur général du FMI et actuellement président du comité de parrainage du projet de l'Université catholique du Congo », a renchéri Mgr Daniel Mizonzo, président de la conférence épiscopale du Congo et d'ajouter « L'église catholique [...] assume aujourd'hui son rôle de partenaire des pouvoirs publics dans l'investissement le plus précieux qu'est l'école, gage de développement et de paix. [...] L'Association des Fondateurs de l'Université Catholique du Congo remercie Total, Chevron, SNPC qui, en réponse à la demande du président de la République ont accepté d'apporter leur contribution et leur savoir faire au lancement et à l'accomplissement de la faculté des sciences, premier établissement qui verra le jour au sein de l'U.C.C (Université catholique du Congo) ».

Pour Alain Brice Boumpoutou, directeur général adjoint de Total E&P Congo, « Ce projet est né de la volonté et de la vision de la conférence épiscopale qui a fait preuve d'audace, d'initiative et d'énergie pour le porter et le faire aboutir. A terme, l'objectif de l'Université catholique du Congo est de créer un ensemble de facultés : sciences économiques, gestion, droit etc... Une réponse au besoin des étudiants du Kouilou et de Pointe-Noire qui auront ainsi l'opportunité de poursuivre leurs études supérieures à proximité de leur familles » et de renchérir « La pose de la première pierre de l'Université catholique du Congo marque aussi l'engagement du Groupe Total et de ses partenaires à poursuivre ces actions qui s'inscrivent dans la continuité des actions passées et en cours. Le groupe Total est engagé depuis de nombreuses années à soutenir des actions à caractère éducatif au Congo. Ainsi, dans l'enseignement secondaire, nous avons mis en place depuis 2009, le concept classes renforcées. Ce dispositif offre aux élèves de niveau 3^e ayant reçu le concours d'entrée, un enseignement gratuit de qualité dans les filières scientifiques pour passer le Bac C congolais français et le bac scientifique français [...] sans oublier son appui multiforme à l'enseignement supérieur congolais [...] Ce qui fait la spécificité de l'Université catholique du Congo, c'est également son concept architectural, une démarche développement durable qui privilégie l'utilisation des matériaux disponibles localement, une alimentation électrique hybride en provenance prioritairement des panneaux photo-voltaïques ou encore une gestion de l'eau basée sur un système de récupération et de stockage à usage divers (nettoyage extérieur, arrosage des espaces verts sanitaires). »

En remerciant le président de la République en particulier ainsi que tous ceux qui ont œuvré à l'aboutissement de ce projet, Jean-Marc Thystère Tchicaya, ministre des hydrocarbures a conclu « Ce projet qui s'inscrit dans les actions prioritaires du Plan national de développement dans son volet construction des infrastructures universitaires, amélioration des conditions d'accès à l'enseignement universitaire et promotion d'un enseignement de qualité en accord avec les besoins exprimés par les entreprises et le pays est aussi la réponse aux nombreuses doléances exprimées au cours des rencontres citoyennes que vous avez initié Monsieur le Président de la République avec les notables, sages et populations de Pointe-Noire et du Kouilou qui avaient souhaité un complément à la municipalisation accélérée dans ces deux départements ».



RÉGION DES GRANDS LACS

Les délégués des Etats parties réfléchissent sur la protection des droits humains à Brazzaville

La huitième réunion du Comité régional sur la prévention et répression des crimes contre l'humanité s'est ouverte jeudi dans la capitale congolaise. Durant deux jours de travaux, les participants devront essentiellement se pencher sur le risque de crimes de masse au Burundi et la répression des crimes graves commis en Centrafrique.

La prévention du crime de génocide et d'autres atrocités de masse a été reconnue par les chefs d'Etat et de gouvernement de la région des Grands Lacs comme élément fondamental pour arriver à une paix durable dans cette partie de l'Afrique. Deux importants instruments juridiques ont été adoptés, à cet effet, pour contenir ces menaces notamment, le Pacte sur la stabilité, la sécurité et le développement et le Protocole sur la prévention et la répression du crime de génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, ainsi que de toute forme de discrimination.

« Ces crimes ont endeuillé et continuent d'endeuiller notre région. On peut citer: l'Est de la République démocratique du Congo ; la République du Sud Soudan; la RCA et la Ré-

publique du Burundi », a regretté le secrétaire exécutif de la CIRGL, prof Ntumba Luaba. C'est pourquoi, « je lance un appel de façon à ce que vous puissiez contribuer à la restauration du dialogue et la paix au Burundi afin d'y éviter une tragédie. Ensuite, il faut que le comité local de la RCA puisse tout faire pour mettre fin à

la région des Grands Lacs (CIRGL), vise à « examiner régulièrement la situation de chaque Etat membre de la région ; rassembler et analyser les informations en rapport avec ces questions ; alerter en temps utile le sommet de la CIRGL afin que des mesures urgentes soient prises pour prévenir un crime qui se prépare ; propo-

la cybercriminalité et la criminalité économique et financière, nécessite une mutualisation des efforts de recherche au plan régional et au-delà », a déclaré le directeur de cabinet représentant le ministre de la Justice, Alphonse Malonga Mokonzi.

Une région exposée aux violences

Pour Brazzaville, il est important que les Etats parties mènent ensemble une lutte acharnée contre la menace terroriste et d'autres formes de criminalité

la cybercriminalité et la criminalité économique et financière, nécessite une mutualisation des efforts de recherche au plan régional et au-delà », a déclaré le directeur de cabinet représentant le ministre de la Justice, Alphonse Malonga Mokonzi.

Les résultats de ces assises qui s'achèvent ce vendredi, a rappelé le secrétaire exécutif de la CIRGL, prof Ntumba Luaba, sont attendus par toute une région en proie aux attaques armées et aux graves violations des droits des peuples. « Le secrétariat de la CIRGL est le premier partenaire du Comité. (...) Je me ferai personnellement le devoir de transmettre fidèlement au sommet des chefs d'Etat du mois de janvier, les recommandations issues de vos travaux, et de permettre aux décideurs politiques de notre région de disposer des éléments pour apprécier la situation politique et sécuritaire de la région », a indiqué le patron de la CIRGL.

La CIRGL regroupe: l'Angola, le Burundi, la Centrafrique, le Congo, la R.D Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan, le Sud Soudan, la Tanzanie et la Zambie.

Fiacre Kombo



La séance de travail entre les deux parties

l'impunité dans ce pays », a-t-il exhorté.

L'objectif de cette réunion de Brazzaville sous l'égide de la Conférence internationale de la

ser des politiques et mesures pour garantir aux victimes de ces crimes, le droit à la vérité, à la justice et à la compensation ; suivre dans chaque Etat

transfrontalière. « Le panorama de l'évolution du terrorisme, de la criminalité organisée, de la piraterie et du brigandage maritimes, le trafic de drogue,

INSERTION LEGALE

Le Cabinet d'Avocats Yvon Eric IBOUANCA domicilié Immeuble SOPRIM. Patte d'Oie, face à l'Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature « ENAM ». Appartement J.335 S, 4e» 10 étage.

Moungali III. Brazzaville Tel: 06 665.95.59/05.556.26.93/ 05.581.13.75. BP: 13525. E-mail:

eabiboianga@yahoo.fr, République du Congo :

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE AU PLUS OFFRANT ET DERNIER ENCHÉRISSEUR L'adjudication aura lieu le 19 décembre 2015 à 9 heures.

On fait savoir à tous ceux à qui il plaira:

En vertu du dépôt de la convention de crédit assortie d'une affectation hypothécaire rédigée sous la forme authentique et revêtue de la formule exécutoire du 05 décembre 2012, par Maître Jean-Marie MOUSSOUNDA, Notaire à Brazzaville;

Et par suite d'un commandement du Ministère de Maîtres Ange Pépin POSSENNE et Jean Ignace MASSAMBA, Huissiers de Justice, Commissaires-pri-seurs associés près la Cour d'Appel de Brazzaville, Titulaires d'un office sis 13, rue Dispensaire en face de l'Agence Crédit du Congo Poto-Poto, Brazzaville Tel (242) 05. 529. 47. 82/ 05.529.47.83 706.668.70.49 706.668.70.28 ; B.P. 14.642, enregistré le 10 avril 2015, valant saisie immobilière à partir de sa publication effectuée à la Conservation des Hypothèques et de la Propriété Foncière de Brazzaville, le 06 juin 2015 sous le numéro de dépôt 15/5400;

Et à la requête, poursuites et diligences de la BANQUE CONGOLAISE DE L'HABITAT, dite « BCH », société anonyme au capital social de 20.000.000.000 F-CFA, immatriculée au RCCM sous le numéro 07-B-744 dont le siège social est sis à Brazzaville, avenue Amilcar Cabrai, centre-ville, Brazzaville, République du Congo.

Ayant pour conseil le Cabinet d'Avocats Yvon Eric IBOUNGA, Tel: 06.665.95.59/05.556.26.93/05.581.13.75, E-mail: cabibouanga@yahoo.fr, Centre-ville, Brazzaville, République du Congo ;

11 sera le 19 décembre 2015 à 9 heures procédé à la barre du Tribunal de Grande

Instance de Brazzaville sis Palais de Justice, Centre-ville à la vente sur saisie immobilière au plus offrant et dernier enchérisseur de l'immeuble appartenant à Monsieur ZEKAKANY Patrice Bienvenu de nationalité congolaise, commerçant, domicilié à Brazzaville, 47 bis rue Zandé, Moungali, exerçant sous la dénomination commerciale de « Complexe Privilège Hôtel », ayant pour conseil, Maître Andrée Brigitte NZINGOULA, Avocat à la Cour dont le Cabinet est sis 6, avenue du Général De Gaulle (à côté du Marché Plateau-ville), dont la désignation suit: Il s'agit d'un Immeuble urbain bâti abritant un complexe hôtelier dénommé « PRIVILEGE HOTEL », sis au quartier Mantsimou, cadastré. Section AE. Bloc 7, Parcelles 2, 3, 4 et 5, d'une superficie 2492,50 mCôté du titre n° 26.533.

Cet immeuble est limité :

-au nord par la rue ZEKAKANY ;

au sud par l'avenue Boulounguidi Kangou Justin :

-à l'est par une servitude de passage

à l'Ouest par la parcelle n°1 de Monsieur Boulounguidi Kangou Justin

Cet immeuble comprend :

I-un bâtiment R-H construit en matériaux durables comprenant :

Une salle de réception : Un local réserve : Un room service : 14 chambres.

II-Un bâtiment annexe construit en matériaux durables comprenant :

Une salle de réception : Un local réserve ; Une cuisine ; - 4 chambres.

III-Un autre bâtiment annexe construit en matériaux durables abritant la cuisine.

Mise à prix : Cinq Cent Millions (500.000.000) de Francs CFA ;

Outres charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges, les enchères seront reçues sur les mises à prix ci-dessus.

Fait et rédigé à Brazzaville, le 02 décembre 2015

Par l'Avocat poursuivant soussigné
Maître Yvon Eric IBOUNGA

COMMUNIQUÉ



UNE AMBITION COMMUNE MOHO NORD RENFORCE LES CAPACITÉS ET LES COMPÉTENCES INDUSTRIELLES DU CONGO

Pour développer Moho Nord, grand projet pétrolier en eaux profondes, Total E&P Congo et ses partenaires ont fait appel à de nombreuses PME et PMI du pays et permis la création de nouvelles infrastructures industrielles. En parallèle, leur investissement dans des milliers d'heures de formation contribuera à la montée en puissance des compétences techniques et managériales des entreprises locales.



POUR EN SAVOIR PLUS,
RETROUVEZ-NOUS SUR :

www.cg.total.com

www.facebook.com/TotalCongo

UN MAXIMUM DE FABRICATION AU CONGO, UN RECOURS MASSIF À L'EMPLOI LOCAL

Pour associer le plus largement possible les PME et PMI locales à la réalisation de Moho Nord, Total E&P Congo et ses partenaires ont imposé aux grands contracteurs internationaux impliqués dans sa construction de maximiser les fabrications au Congo. Cette stratégie a généré une sous-traitance en cascade dans de très nombreux domaines d'activité.



DE NOUVELLES CAPACITÉS DE FABRICATION, DE FUTURS MARCHÉS POUR LE CONGO

4 sites industriels ont bénéficié de financements pour accroître leurs infrastructures ou acquérir des équipements permettant des fabrications encore jamais réalisées au Congo. Les capacités logistiques et portuaires de la base ILOGS, par exemple, ont été considérablement augmentées. Tout en répondant aux besoins de Moho Nord, ces investissements serviront, demain, le plan de diversification économique du pays.

DES INFRASTRUCTURES & DES ÉQUIPEMENTS INÉDITS

- Construction de nouveaux ateliers de fabrication, de maintenance, de mécanique, d'électricité, etc. ;
- Machines-outils, chaîne de production lourde, etc. ;
- Développement de zones de stockage, mobilisation d'équipements de manutention et de levage, etc.

DES SAVOIR-FAIRE DE POINTE

La formation de cadres, de techniciens et d'ingénieurs congolais est l'un des points forts de l'appui de Total E&P Congo et de ses partenaires au renforcement des compétences des entreprises locales. Les standards industriels élevés acquis leur permettront de gagner en compétitivité après le développement de Moho Nord. C'est aussi pour mieux préparer l'avenir que cette stratégie s'est étendue à la formation d'enseignants des futurs techniciens et ingénieurs congolais.



TOTAL E&P CONGO

CEDEAO

Macky Sall appelle les pays de la région à s'unir contre le terrorisme

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) célèbre ses 40 années d'existence. Pour marquer cet événement, Abuja, la capitale nigériane a accueilli du 16 au 17 décembre, un sommet des chefs d'Etat consacré à la situation au Burkina Faso et aux questions sécuritaires dans la sous-région.

Au cours d'une réunion de travail à huis clos, les chefs d'Etat et de gouvernement ont abordé les questions sécuritaires, parmi lesquelles celle relative au port de la burka dont certains dirigeants souhaitent interdire dans l'espace sous-régional.

Interrogé à sa sortie, le chef de l'Etat sénégalais et président

en exercice de la CEDEAO a souhaité que les pays membres s'unissent davantage pour contrer l'action des islamistes dans cet espace communautaire. « Face à cette logique de la mort, il nous faut rester unis et solidaires dans l'action », a souligné Macky Sall.

En ce qui concerne le Burkina Faso, le représentant du secrétaire des Nations unies en Afrique de l'Ouest, Mohamed In Chambas, a dit qu'après la tenue réussie de la présidentielle et des élections législatives, ce pays doit selon lui, devenir « un modèle de construction démocratique à suivre par d'autres Etats de la région ».

Le président de la commission de la CEDEAO, Kadré Désiré Ouédraogo a, pour sa part, félicité le président de la transition du Burkina Faso, Michel Kafando, pour son action à la tête du pays. « C'est le lieu pour moi de rendre un hommage mérité à son excellence Michel Kafando et à toute son équipe de la transition, pour la brillante conduite de cette transition, jusqu'à son terme. », a-t-il déclaré. Toujours à propos du Burkina Faso, le président en exercice de la CEDEAO a noté l'importance de la tenue d'élections apaisées qui ont porté Roch Marc Christian Kaboré au pouvoir.



Le président Macky Sall
Chargé de faciliter l'intégration socio-économique, cultu-

relle et politique de ses 15 Etats membres qui comptent actuellement une population estimée à 300 millions d'habitants, la CEDEAO semble aller de l'avant en dépit de plusieurs obstacles auxquels elle est confrontée. En effet, après son passage en 2007 d'un secrétariat exécutif à une Commission élargie de 15 membres, le bloc économique régional, la première communauté de l'Afrique fonctionnant avec un régime sans visa, met actuellement en œuvre avec un succès mesuré sa Vision 2020 de l'intégration régionale axée sur le bien-être du citoyen et le développement.

Nestor N'Gampoula

COOPÉRATION MILITAIRE

La Turquie se tourne vers le Tchad

L'ambassadeur de la Turquie au Tchad, Serdar Cengiz a évoqué les relations dans le domaine militaire entre son pays et le Tchad. Ce projet de coopération militaire intervient un an après l'accord sur l'industrie de défense signé en 2014 entre les deux Etats.

Serdar Cengiz a indiqué qu'Ankara « envisage d'amplifier des accords de défense avec le Tchad ». Cette annonce intervient au moment où l'attaché militaire de la Turquie en Algérie et au Tchad Semsettin Eray, se trouvait à N'Djamena, où il a rencontré le chef d'état-major général particulier du ministère de la Défense au Tchad, « pour développer les relations dans le domaine militaire », a-t-on appris.

Semsettin Eray a émis le vœu de revoir les autorités militaires et de la défense tchadiennes lors des prochains salons internationaux d'équipements de défense en Turquie. On apprend qu'un catalogue de matériels militaires turcs aurait été remis, à cette occasion, aux autorités tchadiennes chargées des affaires de défense. Lors de la visite du Premier ministre tchadien Kalzeubé Paymi Deubet à Ankara, en décembre 2014, trois accords de coopération ont été signés, dont un se rapportant à l'industrie de défense.

Les liens entre la Turquie et le continent africain ont été longtemps marginalisés par rapport à ceux construits par les partenaires traditionnels européens, ou les nouveaux poids lourds que sont la Chine, l'Inde ou le Brésil. Pourtant, la Turquie fait partie des cinq économies émergentes ayant le plus important volume d'échanges avec l'Afrique. Depuis quelques années, la Turquie a orienté sa politique étrangère vers la coopération militaire. D'abord au Maroc, aujourd'hui au Tchad pour faire front commun contre les menaces sur la région.

Noël Ndong

Libye : Ils ont signé !

Les députés et hommes politiques des deux camps opposés ont signé au Maroc un accord de sortie de crise, mais il s'annonce d'ores et déjà fragile.

C'est un accord accouché aux forceps que l'ONU a arraché aux rivaux libyens qui se déchirent, et leur pays avec eux, depuis l'écroulement du régime de Mouammar Kadhafi en octobre 2011. L'accord a été signé à Skhirat, au Maroc, par des membres des Parlements rivaux, à savoir: l'Assemblée basée à Tobrouk et reconnue par la communauté internationale et le Congrès général national (CGN) siégeant à Tripoli, ainsi que par des hommes politiques et des représentants de la société civile. Environ 88 des 188 membres de l'un, et environ 50 des 136 députés et représentants du CGN l'ont signé.

Ces chiffres montrent le déficit à combler pour faire revenir l'espoir total de sortie de crise dans une Libye devenue terrain d'entraînement du djihadisme. La communauté internationale reste pour cela très circonspecte. L'ONU et l'Italie, en pointe dans ce dossier, ne cachent pas l'ampleur du chemin qui reste à parcourir pour une sortie de crise véritable. « C'est un jour historique pour la Libye », s'est réjoui l'émissaire de l'ONU, Martin Kobler. Mais c'est pour tout de suite appeler à compléter l'essai : « La porte est toujours ouverte pour tous ceux qui n'étaient pas ici aujourd'hui. Ce n'est que le début d'un long parcours pour la Libye », a dit M. Kobler. « L'alterna-

tive est bien pire », a-t-il averti.

Même satisfaction sans triomphalisme du côté italien où, en raison des liens historiques et de la proximité géographique, une déliquescence prolongée de la Libye est perçue à Rome comme porteuse de menaces. Paolo Gentiloni, ministre italien des Affaires étrangères présent à Skhirat, s'est réjoui de ce « jour d'espoir ». Mais il a aussi invité les signataires à traduire cette espérance dans le concret et à la consolider par des gestes forts pour l'avenir.

La Haute représentante de l'Union Européenne pour les Affaires étrangères, Mme Federica Mogherini, elle aussi italienne et qui a longtemps dirigé la diplomatie de son pays, a dit depuis Bruxelles, qu'il faut désormais œuvrer à rechercher les causes qui produisent des conflits, pas seulement à les éteindre. Le monde entier veut y croire : amener les camps rivaux libyens autour d'une même table n'a pas été chose aisée. Qu'ils aient « signé à moitié » ne devrait pas cacher la difficulté d'un dossier où le précédent émissaire de l'ONU, l'Espagnol Bernardino Leon, s'est littéralement « cassé les dents ».

L'accord signé jeudi prévoit la mise en place d'un gouvernement d'union nationale et d'un conseil présidentiel, au début d'une période de transition qui devrait durer deux ans et qui s'acheverait par des

élections législatives. L'un des signataires libyens de l'accord, Saleh el-Makhzoum, a parlé lui aussi « d'un tournant décisif sur la voie de la construction de l'Etat », et d'un « premier pas vers le rétablissement de la stabilité », mais quelle portée ont de tels propos ?

Il s'est présenté comme représentant le CGN, bien que cette instance ait publié mercredi, après une séance en présence de 73 des 136 députés, un communiqué affirmant n'avoir délégué aucun de ses membres au Maroc. « Celui qui n'a pas été mandaté par le CGN pour signer ou parapher un accord en son nom est, et restera, sans légitimité », avait dit le président du CGN, Nouri Abou Sahmein, devant les députés, en rejetant le gouvernement proposé par l'ONU.

Premier pas donc, mais que seront les pas suivants et quand ? La mission de l'ONU pour la Libye n'a pas dit comment elle comptait mettre en œuvre l'accord signé, ni comment le gouvernement d'union pourrait travailler si les deux gouvernements rivaux restaient en place. Il y avait « en Libye deux gouvernements et deux Parlements. Maintenant nous allons nous doter d'un troisième gouvernement au lieu de réunir les deux autorités rivales », constate Mahmoud Abdelaziz, membre du CGN, mais lui aussi hostile à l'accord. L'avenir s'annonce incertain !

Lucien Mpama



Assurances et Réassurances du Congo

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

Assurance Incendie	Assurance Éléctricité
Assurance Transport	Assurance Construction
Assurance Multirisques Habitation	Assurance Médicale
Assurance Glaces Transport	Assurance Voyage
Assurance Responsabilité Civile	Assurance Énergie

Agence K17 Avenue Général Cabon - Tél : +242 33 36 12 69 / 33 36 16 36

Agence P18 123 Avenue Tazenda Tzaventa - Tél : +242 33 281 46 43 / 33 12 36

Email : ardc@arcd.com - www.arcd.com

PROTECTION

Michaëlle Jean plaide pour la défense des droits des enfants

La secrétaire générale de la Francophonie, Michaëlle Jean, a appelé les pays francophones à œuvrer pour le respect des droits de l'enfant lors du lancement, le 16 décembre à Paris, du guide « Entendre et accompagner l'enfant victime de violences ».

« Le mot « avenir » n'aura aucun sens tant que nous nous résignerons à ce qu'un enfant meure de violences, toutes les 5 minutes, quelque part dans le monde », a déclaré Michaëlle Jean. « La Francophonie est au cœur de ses missions lorsqu'elle incite ses pays membres à créer des institutions ou des fonctions de défense des droits de l'enfant », a-t-elle ajouté.

Réalisé par l'OIF avec le concours d'experts issus d'une dizaine de pays francophones et de professions différentes, le guide « Entendre et accompagner l'enfant victimes de violences » a pour vocation de renforcer les capacités des professionnels intervenant auprès des enfants, en mettant à leur disposition un outil de travail et de formation.

A l'occasion de ce lancement, le professeur Boris Cyrulnik, neuropsychiatre de renommée internationale est intervenu sur le thème : « Enfant violenté, enfant réparé ? ». Il a souligné la nécessaire spécificité du traitement des violences faites aux enfants. Cette intervention a été suivie d'une table-ronde intitulée : « Entendre et accompagner l'enfant victime de violences », animée par Claire Brisset, ancienne défenseuse des enfants (France) et consultante pour l'OIF. C'était avec la participation de: Najat M'jid, rapporteur spécial des Nations unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, Regina Jensdottir, chef de la Division des droits des enfants au Conseil de l'Europe, Mame Ngor Diouf, ancien membre du Groupe d'experts chargé d'élaborer le projet de loi relatif aux Défenseurs des enfants et magistrat à la Cellule d'appui à la protection de l'enfance près la présidence de la République du Sénégal. Y était également



présent, Christophe Guilhou, directeur de la paix, de la démocratie et des droits de l'Homme de l'OIF, qui a présenté les objectifs et les enjeux du guide.

Après Paris, le guide pratique « Entendre et accompagner l'enfant victime de violences » sera également présenté à Genève, en Suisse, en marge des grands rendez-vous internationaux des droits de l'Homme au premier trimestre 2016.

Nestor N'Gampoula

ÉDUCATION

Jean Yves Le Drian présente la réforme de l'Ecole polytechnique qui s'ouvre à l'international

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a présenté à Palaiseau dans la région parisienne, les nouvelles mesures de réforme du fonctionnement de l'Ecole polytechnique (X), suite au rapport de Bernard Attali sur l'avenir de cette prestigieuse école



L'objectif de la réforme est « d'attirer les meilleurs scientifiques français et de leur offrir une formation reconnue internationalement pour son excellence, au bénéfice de la nation », a déclaré le ministre de la Défense, expliquant qu'« en

temps de guerre, la force pure n'est rien sans le savoir; la science et la technologie », a-t-il expliqué. « Aujourd'hui, la France doit à nouveau se défendre contre des attaques multiformes. Elle n'y parviendra qu'en maîtrisant l'ensemble des technologies qui fondent au XXI^e siècle la souveraineté d'un pays (cyber sécurité, big data, nanotechnologie », a-t-il indiqué.

Selon lui, « la France restera puissante à la condition de former des élites intellectuelles, scientifiques, techniques, qui seront demain ses meilleurs remparts contre ceux qui voudraient attaquer ses valeurs, son modèle, son existence même ». Parmi les mesures retenues, Jean Yves Le Drian a cité, entre autres, les élèves étrangers. Ils seront accueillis d'ici la rentrée 2018 avec des droits de scolarité revus à la hausse. Un élève étranger paye 25 000 euros pour suivre trois années de formation.

Il devrait déboursier plus du triple s'il suivait sa formation au Cambridge. En outre, les

formations seront diversifiées et un cycle « bachelor » sera créé, accessible aux publics français et internationaux, et « sanctionné par un diplôme valant grade de licence », ainsi que d'une « formation conférant le grade de master (...) professionnalisante, en anglais », a déclaré Jean Yves Le Drian.

Il est également prévu de recruter les enseignants-chercheurs au plan international. Ce qui demandera plus de moyens pour les attirer ; le renforcement du lien entre l'Ecole Polytechnique et le ministère de la Défense ; de la lutte contre le pantouflage, un nouveau mode de recrutement des ingénieurs de l'État ; la constitution de nouveaux groupes de travail en lien avec l'essaimage des ingénieurs de l'Etat dans certaines fonctions, notamment publique territoriale, hospitalière, européenne ; la création d'un « internat d'excellence, dédié à l'accueil de 60 élèves boursiers de classes préparatoires ».

Noël Ndong

VATICAN

A Rome, les escrocs font leurs petites affaires à l'ombre du jubilé !

Même le pape François met en garde contre des filières criminelles qui voudraient profiter des « portes saintes » du jubilé pour se faire de l'argent sur les pèlerins.

L'afflux massif de pèlerins annoncé à Rome pour l'Année du jubilé de la miséricorde ne semble pas encore se préciser. Les hôteliers notamment font grise mine car les taux de remplissage de leurs établissements ne sont pas ceux qu'ils escomptaient. Tendances presque générale en Europe, les attentats terroristes du 13 novembre dernier à Paris, en France, semblent avoir inhibé l'ardeur voyageuse des touristes et même des bigots.

Pourtant, à Rome les petits malins n'ont pas attendu les grandes affluences pour se frotter les mains et transformer les actes de foi en espèces sonnantes et trébuchantes. La police italienne annonce ainsi avoir confisqué 3.500 « fausses bénédictions du pape » d'une valeur de 70.000 euros dans une vaste opération qui a par ailleurs permis la saisie d'un million d'objets contrefaits en une semaine, selon une déclaration du ministre de l'Intérieur, Angelino Alfano.

En liaison avec la gendarmerie vaticane, la police financière de Rome a remonté la filière de production de fausses bénédictions papales, vendues par un magasin proche de la basilique Saint-Pierre. Ces bénédictions sont des parchemins colorés aux lettres finement ornées, souvent achetés pour être offerts lors d'un mariage ou d'un baptême. Ils étaient faits jusqu'ici à la main et vendus à bas-prix aux fidèles ou aux paroisses sur commande. Depuis janvier, ils sont réalisés sur ordinateur, rendant le travail des faussaires sans doute plus « industriel » et facile.

Le pape lui-même avait mis en garde mercredi contre la multiplication des escrocs devant les « portes saintes » ouvertes dans les églises du monde entier pour symboliser l'entrée des fidèles dans le jubilé. « Puisque le Jubilé a lieu dans le monde entier et pas seulement à Rome, il peut ainsi devenir une expérience partagée par toutes les personnes », s'est félicité François lors de l'audience générale sur la place Saint-Pierre. « Mais prenez garde que quelques-uns un peu trop dégourdis et rusés vous disent que vous devez payer. Non, le Salut est gratuit. La porte, c'est Jésus, et on ne doit pas le payer. Et Jésus dit qu'il y a des voleurs et des brigands », a-t-il prévenu.

Un point de presse de la commission antimafia italienne mardi a souligné que les organisations criminelles se modernisent et changent de tactique. Connues pour être d'impitoyables assassines, les mafias italiennes tuent désormais moins, préférant « accumuler des capitaux », en infiltrant tous les milieux sociaux. La mafia investit, se mêle aux opérations de développement et se fait plus invisible tout en gagnant en puissance. Il ne serait donc pas étonnant que la mafia, d'ordinaire très pieuse, ait décidé de mettre la main aussi sur les fausses bénédictions papales : du beurre dans les épinards !

Lucien Mpama

IN MEMORIAM



18 décembre 1998 - 18 décembre 2015

17 ans jours pour jours que tu es parti, parti loin de nous sans aveux, ni même Adieu. Ton absence prolongée crée toujours un vide en nous, ton souvenir sera indélébile pour la jeunesse que tu as sauvé par ton éducation. Que ton esprit d'amour, de générosité et de combativité comble ce vide.

En mémoire de monsieur Marie De Lourdes Bienvenu Bimbéni, promoteur, directeur général de l'Institut Inspecteur Jean BIYOU DI.

Tes enfants !!!

A cet effet les enfants Bimbéni demandent à tous ceux qui l'ont connu de prendre part à la messe d'action de grâce qui sera dite ce dimanche 20 décembre 2015 à 10h00 en la Paroisse Notre Dame de l'Assomption.

INTÉGRATION

L'Italie veut miser sur la culture des migrants

Rome veut profiter de la culture des immigrés et promouvoir un cinéma de la connaissance.

Dans le débat parfois âpre sur l'intégration, le gouvernement italien veut s'adjuger le concours de la culture pour mieux connaître les immigrés et mieux les accepter. A Rome, on estime que les sentiments xénophobes et de rejet seront toujours présents dans l'opinion tant qu'ils seront inspirés par la peur et la méconnaissance de la valeur de l'autre. C'est pourquoi le gouvernement de M. Matteo Renzi veut tenter une expérience originale : faire tenir la caméra à des étrangers, leur faire raconter leur culture et projeter le résultat dans des salles à l'intention des Italiens mais aussi des immigrés eux-mêmes. Car il n'est pas sûr qu'un immigré afghan sache vraiment ce

qui est la culture valeureuse d'un immigré érythréen : il n'y trouvera aucun intérêt même s'ils sont des compagnons d'infortune tous deux. Et pour l'Italien moyen dont les bouts de mois sont difficiles, il n'est

draient en Italie que pour avoir à manger.

Même si une telle dimension est également possible, le tableau généralement brossé de l'immigré est celui d'une femme ou d'un homme dont la

« Nous ne connaissons pas leurs cultures et nous ne leur avons pas donné la possibilité de se faire connaître. Cette année, nous avons décidé de consacrer un budget de 800.000 euros aux municipalités, théâtres ou associations proposant des initiatives culturelles valorisant la culture du pays d'origine » des immigrés. « C'est une manière de se faire connaître et d'aider à l'intégration »

pas surprenant qu'il prenne l'immigré pour celui qui est cause partielle ou totale de ses malheurs parce qu'il est censé venir tout découvrir et tout avoir dans son pays d'installation. Le langage coutumier appelle d'ailleurs les étrangers des « morti di fame », des « crève-la-faim » qui ne vien-

dront en Italie que pour avoir à manger. Or, annoncent les organisations, les migrants de ces dernières décennies sont des personnes jeunes et hautement qualifiées dans leurs pays de départ. Des personnes avec une histoire et des traditions riches qui en étonneraient plus

d'un si seulement elles étaient portées à connaissance.

L'Italie compte un peu moins de 5,5 millions d'étrangers vivant en situation régulière, soit 8,2% de la population. Le chiffre est en hausse constante et fait littéralement hurler à « l'invasion » partis extrémistes et mouvements xénophobes. Mais c'est une réalité qu'on ne peut plus ignorer désormais. « Dans un pays toujours plus multi-ethnique, nous devons inventer de nouvelle stratégie d'intégration », estime M. Dario Franceschini, ministre italien de la Culture. « Nous ne connaissons pas leurs cultures et nous ne leur avons pas donné la possibilité de se faire connaître. Cette année, nous avons décidé de consacrer un budget de 800.000 euros aux municipalités, théâtres ou associations proposant des

initiatives culturelles valorisant la culture du pays d'origine » des immigrés. « C'est une manière de se faire connaître et d'aider à l'intégration », a-t-il ajouté, déplorant le fait que l'Italie vive l'immigration principalement « d'un point de vue défensif ». Au concret, l'initiative se veut un projet qui « repose sur l'implication directe des immigrés, surtout sur ceux de la deuxième génération qui peuvent devenir un pont entre leurs parents et le monde qui les accueille », a précisé Paolo Masini, un conseiller du ministre de la Culture. En Italie, le mouvement xénophobe de La Ligue du Nord appelle constamment à renvoyer les immigrés chez eux, et l'ancien Premier ministre Silvio Berlusconi est connu pour s'être prononcé contre des « Barack Obama italiens ».

Lucien Mpama

Vendredis des arts et des lettres

N°	Date	Activité	Titre	Genre	Edition/groupe	Auteur	Heure
03	Du 15 au 17/12/2015	Célébration du cinquantenaire du Théâtre National Congolais					19h

Rendez-vous tous les vendredis de 17h à 19h au Centre de formation et de recherche en Art Dramatique (CFRAD)

En référence : Arrêt de bus Coasters ex Trésor marché plateau Centre-ville.

Cordiale bienvenue

SOIREE CAMEROUNAISE BRAZZA-KIN-PONTON

Avec DANY DANILO EXTRAIT DU FUTUR ALBUM *Règlement Interieur*

Interprétatoin des anciennes gloires de la Musique Camerounaise - Congolaise-RDC

Date : 19 et 31 Décembre 2015

Lieu : Karaoke Les Diplomates (Centreville)

avec la participation de tous les artistes Kamer au CONGO et pas mal d'Artiste Congolais et de la RDC Rumba, Zouk, Makossa, Humour Comédie, Afro-beat & Reveillon

CONCERT LIFE

PAF : 5.000 FCFA X 2
2 Consommations

Infoline : 05.560.75.58 / 01.134.14.74

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Vigne de Brazza

Toile Méditerranée du Marché Total

FIESTA SUPER ETOILE Présente

Djason PHILOSOPHE & SUPER NKOLO MBOKA

The Winner, O vencedor, el caliente

EN CONCERT

MULTI COLOR CE SAMEDI 02 JANVIER 2016 A 19H00

AU KARAOKE BAR LES DIPLOMATES

ENTREE 5 000F CONSO

INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

La RDC améliore sa cote

Le pays est passé de la 186e place sur 187 pays en 2013 et à la 176e sur 188 en 2014 de l'indice de développement humain (IDH).

C'est ce qui ressort du dernier rapport du bureau du Programme de l'ONU pour le développement (Pnud) publié le 16 décembre à Kinshasa. Ledit rapport a pris en compte dans son évaluation l'examen de plus de secteurs possibles de la vie des pays concernés avec, en toile de fond, la thématique du travail et ses liens avec le bien-être et le développement. Il en découle que la RDC, longtemps confinée au bas du classement, est sur une bonne dynamique ces dernières années. Le rapport souligne l'inversion du rythme de croissance de l'IDH qui caractérise la vie active au pays, laquelle inversion s'est accélérée depuis 2010.

Cette performance est, selon les experts, la conséquence de la publication des bons résultats obtenus par le pays ces dernières années, notamment en 2014, sur l'espérance de vie et la santé. Pour les experts du Pnud, les progrès sont visibles en RDC en termes d'espérance de vie, de durée attendue et moyenne de scolarisation ainsi

qu'en termes de revenu national brut (RNB) par habitant. L'espérance vitale en RDC, à en croire le rapport, est située à 58,7 ans alors que le revenu national brut par habitant est de 680 dollars américains par an.

Tout ceci aura largement influé sur le positionnement actuel de la RDC au classement mondial de l'indice du développement humain. En effet, le pays est passé de la 186e place sur 187 pays en 2013 à la 176e sur 188 en 2014. Un bond qui ne peut que réjouir le gouvernement quant à la politique de croissance initiée dans le cadre du plan national stratégique de développement en cours d'élaboration. Quoiqu'il y ait cette performance, le Pnud recommande au gouvernement de poursuivre le développement humain par le travail autour des grands axes telle que la création de nouveaux débouchés pour élargir le choix de travail et de garantir le bien-être des travailleurs. L'organisme onusien exhorte également les autorités du pays à mener des actions ciblées pour remédier aux difficultés des jeunes, des femmes handicapées et des autres couches sociales.

A.D.

PROCESSUS ÉLECTORAL

La Céni devant un feu rouge

L'actualisation du fichier électoral et le financement des élections sont les deux préalables majeurs de la Céni avant de publier un nouveau calendrier électoral.

Depuis l'arrêt de la Cour constitutionnelle l'enjoignant d'évaluer en toute indépendance tout le processus électoral conduisant aux élections prévues dans son calendrier global du 12 février 2015, la Commission électorale nationale indépendante (Céni) s'attelle bon gré mal gré à cet exercice. Le nouveau comité mis en place avec Corneille Nangaa à sa tête n'est pas encore sorti de l'auberge dans son inventaire de l'ensemble du processus électoral actuellement grippé. En attendant que le Dialogue national en cours ne puisse lui donner des orientations précises quant à la manière de gérer le processus électoral à travers les solutions consensuelles qui en découleront, la Céni paraît visiblement dépassée.

L'embarras du président Corneille Nangaa était d'ailleurs perceptible lors du point de presse qu'il a tenu le 16 décembre quant à la publication d'un nouveau calendrier réaménagé, les trois premiers étant devenus anachroniques. Non seulement qu'ils sont tombés caducs mais en plus n'ont connu la moindre exécution.

Ce dont s'est plaint Corneille Nangaa tout en confirmant la volonté de son institution à publier malgré tout un nouveau chronogramme, quitte à le faire avaliser par les participants au prochain dialogue. Mais les choses ne sont pas aussi simples que cela. Deux contraintes majeures plombent, en effet, la publication dudit calendrier électoral. Il s'agit des questions liées à l'enrôlement de nouveaux majeurs et au financement des scrutins. Concernant le premier volet, le caractère impératif d'intégrer les nouveaux majeurs dans le fichier électoral passe pour une évidence. La crédibilité du fichier électoral, et même des prochains scrutins, est à ce prix.

Dans son rapport publié en novembre dernier, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a martelé sur l'incontournabilité de l'enrôlement des nouveaux majeurs. La grosse faiblesse de ce fichier, à en croire l'OIF, est qu'il n'inclut pas les quelque 8,5 millions de jeunes ayant passé la barre de 18 ans depuis 2011 et n'a pas exclu 1,6 million de personnes décédées depuis. Tout en reconnaissant la nécessité d'enrôler les nouveaux majeurs, Corneille Nangaa a laissé entendre que son institution

n'était pas capable d'extirper les morts du fichier électoral. Ce qui, en clair, veut dire qu'il est impossible d'aller aux élections avec un tel fichier biaisé et présentant de graves lacunes. D'où la nécessité de sa refonte totale. Un travail qui risque de tirer en longueur alors que l'échéance électorale de 2016 avance à grand pas.

À côté de cette question du fichier électoral à revoir, la centrale électorale bute également à la question du financement des scrutins. « La Céni doit avoir un éclairage net sur la question de financement des opérations électorales avant de publier un nouveau calendrier », a martelé Corneille Nangaa. La contrainte budgétaire à laquelle fait actuellement face la Céni pour organiser les élections ne rassure pas sur la suite des événements. Près de 580 millions de dollars (soit 6,4% du budget) prévus dans le budget 2016 dont 40,7 millions de dollars venant des partenaires, tel est le montant que le gouvernement prévoit d'allouer à la consultation populaire en 2016 - sans préciser toutefois quelles élections seraient financées avec cet argent - alors que la Céni a sollicité plus d'un milliard de dollars pour tenir l'ensemble des scrutins.

Alain Diasso

TRAVAIL ET EMPLOI

Un atelier d'information et de vulgarisation des arrêtés ministériels sur les services privés de placement

Les travaux visent d'imprégner les agences d'emploi privées de la nouvelle philosophie de ces textes pour les amener à respecter leurs clauses ainsi que toutes les informations nécessaires au bon fonctionnement desdits services, en vue de leur contribution efficace et efficiente à l'organisation et au bon fonctionnement du marché de l'emploi en RDC.

Pendant les deux jours de travaux qui se tiennent du 17 au 18 décembre dans la salle de la Conférence épiscopale du Congo, les participants s'attellent à amener les services privés de placement (SPP) au respect du nouvel arrêté du 8 octobre 2015, modifiant celui du 8 septembre 2008 fixant les conditions d'ouverture, d'agrément et de fonctionnement d'un SPP. Cet atelier, qui s'inscrit, selon le directeur général de l'Office national de l'emploi (Onem), Angélique Hélian Kikudi, dans le cadre d'une collaboration permanente entre les différents partenaires, ambitionne donc de permettre aux SPP de se recadrer dans leur fonctionnement et d'être plus performants, en essayant de renforcer la collaboration avec l'Onem, de s'imprégner de la nouvelle disposition réglementaire prise en vue de réguler le marché du travail en RDC. Il devra permettre, selon le directeur général de l'ONEM, de mettre sur la table les préoccupations des uns et des autres et de trouver des solutions. « Il est clairement stipulé



La tribune, lors du lancement des travaux

que l'ouverture d'un SPP, entendu comme Agence d'emploi privée, est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Onem et à l'agrément du ministre chargé de l'Emploi, du travail et de la prévoyance sociale », a souligné la secrétaire générale au Travail et à l'emploi, Angélique Inzun, représentante du vice-Premier ministre et ministre chargé du secteur, Willy Makiashi, dans son allocution d'ouverture de ces travaux afin de baliser le chemin à suivre. À en croire la secrétaire générale, « il n'y a pas de quiproquo à ce sujet ». C'est l'Onem et lui seul, a-t-elle insisté, qui est l'organe habilité à conseiller l'État en amont pour espérer ouvrir, en toute sécurité juridique, un SPP.

Haro sur le désordre

Dans leurs interventions, la secrétaire générale au Travail et à l'emploi et le directeur général de l'Onem ont reconnu que les SPP étaient les partenaires privilégiés du gouvernement, de l'administration du travail et de l'emploi ainsi que de l'Onem et que le gouvernement attendait d'eux qu'ils remplissent leurs missions avec un sens élevé d'éthique et de patriotisme. Mais Angélique

Inzun a, cependant, noté qu'il était parfois constaté de nombreux abus à charge des SPP, du fait du non-respect de la loi et les dispositions réglementaires en vigueur, et de s'arroger certaines prérogatives dévolues à l'Onem.

Pour la secrétaire générale au Travail et à l'emploi, cet atelier, qui fait suite à une grande rencontre, sous l'égide du ministère, entre le service public d'emploi congolais, l'Onem et les SPP sonnait le glas d'une situation décriée au sein de ce secteur et s'inscrivait dans le cadre d'un programme plus innovant et plus ambitieux de redressement national global. « L'heure est venue pour l'Onem et le ministère de remettre les pendules à l'heure et de sanctionner de manière plus véhémente, si nécessaire procéder à des fermetures », a-t-elle précisé. C'est tout le message de ces assises, a souligné la représentante du vice-Premier ministre et ministre chargé du Travail et de l'Emploi, qui visent à assurer une plus large diffusion et sensibiliser de manière optimale l'arrêté fixant les conditions d'ouverture, d'agrément et de fonctionnement des SPP, afin que nul ne prétende l'ignorer.

Lucien Dianzenza

CORRUPTION

Afrique subsaharienne, sixième région du monde la plus affectée

Selon une étude menée par la Banque mondiale dans cent trente-sept pays, l'Afrique au sud du Sahara occupe la sixième place en ce qui concerne les transactions avec les administrations publiques pour lesquelles les entreprises ont dénoncé une demande de pot-de-vin.

La moyenne générale dégagée confirme qu'au moins 14% de l'ensemble des pays consultés ont fait état de pots-de-vin en espèces ou en nature dans le cas de l'obtention d'un permis ou les impôts. Dans les pays à revenu élevé, la proportion signalée dépasse légèrement les 3%. Cette collecte des données directement auprès des entreprises est réalisée grâce au programme « Enterprise Surveys » qui permet justement d'étudier le secteur privé de chaque Etat. La première région la plus affectée est l'Asie du Sud qui détient le plus fort pourcentage de cas signalés, soit 21%. En deuxième position, il y a le Moyen-Orient suivi de l'Afrique du Nord. Les deux régions alignent chacune 21% des cas signalés. Les deux régions suivantes sont l'Asie de l'Est et le Pacifique avec un pourcentage estimé à 20% pour chacune d'entre elles. Puis, l'Afrique subsaharienne. Elle vient en sixième position avec un score de 18%. Enfin, les dernières régions sont l'Europe et l'Asie (14%), l'Amérique latine et les Caraïbes (7%).

Laurent Essolomwa

FRANCK DIONGO

« Nous n'avons pas tenu des activités subversives ! »

Le président du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP) et du Front anti-dialogue (FAD), documents officiels à l'appui, a balayé d'un revers de la main, toutes les accusations portées contre les participants à la conférence de Gorée tenue du 12 au 15 décembre au Sénégal.



Franck Diongo lors du point de presse Photo Adiac

Dans une rencontre avec la presse organisée le 17 décembre au siège de son parti, le MLP, le président de cette formation politique et président de la plate-forme FAD, le député Franck Diongo, a livré certains secrets de la conférence internationale tenue dans l'Île de Gorée au Sénégal.

Reconnaissant qu'ils sont allés dans cet endroit mythique de l'histoire de la libération du peuple noir et africain pour se ressourcer, le député national Franck Diongo a, par ailleurs, balayé d'un revers de la main les accusations portées contre les participants à ces travaux et la conférence elle-même. Pour s'en convaincre, le président du MLP et du FAD a mis à la disposition de l'opinion des documents officiels liés à leur participation à cette conférence. Il s'agit de l'invitation lancée par la Fondation Konrad Adenauer, le programme détaillé et le rapport de cette conférence ainsi que l'ordre de mission signé par le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, qui l'avait autorisé de sortir du pays pour le Sénégal en vue de « participer à la conférence internationale sur les élections et les processus démocratiques en Afrique subsaharienne ».

Pour le président du MLP, en effet, cette autorisation de sortie signée par le président de la chambre basse du Parlement pour la participation à cette conférence officialise cette activité dont certains membres du gouvernement ou certaines personnes proches du gouvernement ont voulu critiquer, en lui donnant un contenu autre que seul qui a été traité.

Insister sur les élections

Dans le rapport de cette conférence, en effet, les participants, venus de huit pays africains, ont noté que les élections étaient un élément essentiel pour l'établissement de la démocratie.

Le but de cette conférence était, selon ce rapport, d'échanger sur la base d'exposés des experts et un partage des expériences avec des acteurs socio-politiques des pays différents sur les défis d'organiser des élections libres, pacifiques et équitables. « Les participants ont conclu que chacun comme citoyen n'a pas seulement la responsabilité de s'engager dans son propre camp pour la réalisation de cet objectif. Mais il y a aussi nécessité de rétablir le lien entre les acteurs politiques, la société organisée et civile et la population en général pour avancer le processus démocratique en Afrique », est-il souligné dans le rapport de ces travaux. Mais les participants ont, cependant, déploré les tentatives de prolonger les mandats des présidents soit par la modification de la constitution soit par des référendums. Ils ont également noté que pour un jeu équitable, le financement des élections et des partis politiques étaient essentiels. Cependant, précisément sur la situation de la RDC, les participants ont constaté l'absence d'une volonté politique pour financer suffisamment les entités de gestion des élections mais aussi d'établir un cadre légal pour le financement des partis politiques.

Fort de ce contenu, le député Franck Diongo pense que toutes les accusations dont les participants à cette conférence ont été l'objet ne sont que les derniers soubresauts d'un régime appelé à céder sa place à un autre lors des élections attendues dans les prochains mois. C'est également en se reprochant de rien que le député national et certains autres participants à ces travaux ont décidé de regagner le pays, malgré ce « complot » tramé contre eux. Le président du MLP et du FAD a, par ailleurs, promu la divulgation du contenu de toutes les résolutions de la conférence de l'Île de Gorée, le 19 décembre, à l'occasion du lancement du Front citoyen, un mouvement dont l'objectif est de travailler pour l'instauration de la démocratie au pays.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

Plaidoyer pour le financement de la sécurité transfusionnelle

Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, a présidé une réunion de haut niveau de la task (force de sécurité transfusionnelle) au cours de laquelle un plaidoyer a été mené pour le financement à accorder au Programme national de transfusion sanguine (PNTS) qui souvent est confronté à d'énormes difficultés pour être en mesure de répondre à sa mission.

L'objectif de cette réunion, qui a mis en présence plusieurs acteurs intervenant dans le domaine de la sécurité transfusionnelle, à savoir les organisations humanitaires, les sociétés brassicoles et de télécommunication, vise à contribuer au renforcement du leadership du programme national de transfusion sanguine dans la coordination des activités de sécurité transfusionnelle sur l'ensemble du territoire national.

Cette rencontre rentre dans le cadre des réunions semestrielles organisées par le programme en vue de communiquer avec toutes les parties prenantes œuvrant dans le domaine de la sécurité transfusionnelle et renforcer le partenariat entre les intervenants dans le sous-secteur et avec le secteur privé. Pour le directeur du PNTS, le Dr Sylvain Yuma,



Le ministère de la Santé déterminé à disponibiliser du sang de qualité

« cette réunion a pour finalité de permettre au Centre national de transfusion sanguine de disposer des moyens pour disponibiliser le sang dans les hôpitaux et ainsi donc réduire les décès évitables de nos enfants, de nos femmes, nos proches et pourquoi pas nous-mêmes, car tout le monde est susceptible de recevoir du sang un jour ».

Le ministre de la Santé publique a, pour sa part, reconnu que cette réunion est d'importance capitale parce qu'il s'agit d'un pilier

du développement du PNTS qui consiste au renforcement intersectoriel en vue d'améliorer la qualité de la santé. Le Dr Félix Kabange Numbi a reconnu que le PNTS fait face à plusieurs défis pour pérenniser les acquis, combler le gap des interventions prioritaires par un financement conséquent. Pour pallier ce problème, le gouvernement, poursuit-il, s'emploie à augmenter le budget alloué à la santé et mène un plaidoyer aux partenaires.

Aline Nzuzi

MONDIAL DES CLUBS

Mazembe sixième après sa deuxième défaite face à CF America

Les résultats de Mazembe à la Coupe du monde des clubs à Osaka au Japon ne sont pas fameux. Le club a perdu ses deux matchs contre respectivement Sanfrece Hiroshima du Japon et CF America du Mexique. Le coach du club, Patrice Carteron, a tenté d'expliquer cette contre-performance.



Mazembe à Osaka avant le match contre CF America (photo www.tpmazembe.com)

C'est une participation totalement ratée pour le TP Mazembe (TPM) à la Coupe du monde des clubs qui se déroule à Osaka au Japon. Après leur défaite contre Sanfrece Hiroshima, champion du Japon, le club luso-champion d'Afrique a été battu pour sa deuxième et dernière sortie par la formation mexicaine de CF America par un but à deux. Benedetto (19^e) et Zuniga (28^e) sont les deux buteurs du club mexi-

cain. Le Zambien Rainford Kalaba a réduit l'écart à la 43^e minute d'une frappe à bout portant, sur un ballon du Tanzanien Mbwani Ali Samatta repoussé par le gardien de but mexicain. Mazembe finit donc à la sixième position de cette compétition devant la formation d'Auckland City, cham-

qui n'aura pas lieu. Il nous a fallu un match et demi pour nous mettre dans les conditions de la compétition et être prêts physiquement. La préparation était trop courte, nous ne pouvions pas arriver au Japon à 100% de nos capacités», a-t-il déclaré et relayé sur le site officiel du club. Et d'ajouter : « Le CF America est une équipe très technique capable de réaliser beaucoup de choses sur le terrain. On a fait un match plein notamment en seconde mi-temps avec des occasions de scorer. On a dominé par moment, dommage avec ces deux buts de retard, on a marqué un but mais on n'a pas su inscrire le second. Je suis content de ce que les joueurs ont donné parce qu'on a existé en produisant du jeu et en se battant pour égaliser. Je n'ai rien à reprocher aux joueurs sur ce match ».

Patrice Carteron a conclu en ces termes : « Notre passage au Japon servira d'expérience. Il faudra regagner la Ligue des Champions pour revenir l'année prochaine et faire comme le club l'a fait par le passé en tirant les enseignements de ce qui s'était passé en 2009 pour réaliser l'exploit de 2010 ». Le technicien français a aussi annoncé une entrevue qu'il aura avec le président du club, Moïse Katumbi pour l'avenir.

Martin Engimo

Total E&P Congo lance la Phase 1 Bis du Projet Moho Nord

L'inauguration du Projet Moho Nord dans la phase 1 Bis a eu lieu le 11 décembre au Boulevard Loango à Pointe-Noire en présence de Denis Sassou Nguesso, président de la République. Les membres du gouvernement, Patrick Pouyanné, directeur général du Groupe Total, les autorités municipales et départementales, les parlementaires, les directeurs généraux des entreprises et sociétés locales étaient également présents.

La mise en production du projet Moho Nord dans sa phase 1 Bis dessine un nouvel horizon dans l'industrie pétrolière au Congo. Ce projet, le plus important réalisé à ce jour au Congo associe Total E&P Congo, Chevron Overseas Congo Limited et la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC). Un nouveau pas dans la conquête des Grands fonds

Moho Nord, développement ambitieux dans les grands fonds congolais, témoigne l'engagement de Total à valoriser les ressources pétrolières du Congo et à contribuer de manière décisive à l'essor de l'économie nationale. Moho Nord a pour objectif la production de 40.000 barils/jour dans la phase 1 bis auxquels s'ajouteront 100.000 Barils/jour supplémentaires dans sa seconde phase, ce qui à terme portera le niveau de production à 140.000 barils/jour en plateau. Ce projet représente un investissement de plus de dix(10) milliards de dollars américains avec des réserves estimées à près de 500 millions de barils équivalentement pétrole.

En souhaitant la bienvenue à ses hôtes, Roland Bouiti Viaudo, député maire de la ville de Pointe-Noire a dit : « *Le champ pétrolier Moho Nord phase 1 Bis ouvre de nouvelles perspectives pour le Congo ainsi qu'à notre ville qui en tirera de réels bénéfices en termes de création d'emplois directs et indirects, d'accélération de la croissance, de la consommation et d'élargissement des impôts* ».

Pour Patrick Pouyanné, directeur général du groupe Total « *L'accord signé en 2012 avec la République du Congo a permis à Total et à ses partenaires Chevron et la SNPC de lancer le développement de Moho Nord avec sa phase 1 Bis que nous inaugurons aujourd'hui. C'est le*

plus grand projet jamais investi au Congo. Ses réserves s'élèvent à près de 500 millions de barils de pétrole. Plus de 10 milliards de dollars d'investissements et une capacité de production de 140 000 Barils par jour. 45 puits nouveaux à forer à plus de 1000 mètres de profondeur d'eau dont le premier puits a été mis en production le 9 décembre dernier ».

Félicitant tous les partenaires dont les synergies ont permis de soutenir et d'accompagner les développements de Moho Nord, il a ajouté « *Si nous pouvons aujourd'hui nous féliciter de ce succès, je le répète il convient de le souligner, il n'est pas seulement le résultat des prouesses techniques de toutes les équipes mobilisées, qui ne résultent pas seulement non plus de la capacité de gestion des grands projets de Total mais il est l'aboutissement de la volonté forte et de la détermination de nos partenaires : la SNPC et Chevron. Mais aussi de nos partenaires techniques* ».

Moho Nord développe un nouvel élan partenarial

Le projet Moho Nord constitue un puissant levier de développement du tissu local. « *Au-delà des chiffres concernant ce développement, je voudrais souligner l'impact plus large sur l'industrie du Congo. Si notre cœur d'activité consiste à produire des ressources*



énergétiques ce n'est pas notre seule préoccupation partout où nous opérons, nous avons aussi le souci de contribuer au développement économique du pays. C'est pourquoi nous nous sommes efforcés de contribuer au renforcement des capacités industrielles locales notamment ici à Pointe-Noire. Cet aspect de nos activités est un élément très



important des discussions avec les représentants de la République dans le cadre du projet Moho Nord et des objectifs très ambitieux qui nous ont été fixés par Monsieur le président de la République, Monsieur le ministre des hydrocarbures, Monsieur le directeur général

Le Groupe Projet accompagne plus de 50 petites ou moyennes entreprises pour leur permettre de développer leurs aptitudes, leurs outils, leur capacité de production. Nous souhaitons qu'ils puissent aussi exercer leur savoir faire sur de nouveaux chantiers au Congo mais aussi à l'international », a renchéri Patrick Pouyanné.

Selon le directeur général du Groupe Total, Moho Nord marque une nouvelle étape majeure du partenariat historique qui unit Total et le Congo. Ce gigantesque projet impulsera un nouvel élan pétrolier et un large transfert de savoir faire « *Une plateforme de développement de Moho Nord est d'ailleurs d'ores et déjà en route parti de Corée pour le Congo. Elle arrivera dans les eaux congolaises, début 2016, Puis la nouvelle unité flottante viendra s'ancrer au large des côtes congolaises de façon à assurer l'acheminement de la production de pétrole vers le terminal de Djeno. Nous aurons alors l'occasion de célébrer un nouveau développement pétrolier majeur au Congo [...]. Le futur pétrolier du Congo et de Total au Congo ne s'arrêtera pas à Moho Nord. Il y aura d'autres projets. Total, ses partenaires et les autres acteurs pétroliers du pays auront besoin de s'appuyer sur ces compétences industrielles locales pour assurer la mise en valeur des ressources* ».

Pour Jean Marc Thystère Tchicaya, le ministre des hydrocarbures, « *Toutes les réalisations et tous les investissements ont été rendus possibles grâce à la paix [...]. L'offshore congolais a un énorme potentiel. Il est de même pour le bassin intérieur de la Cuvette. Des efforts consentis durant toutes ces années dans l'exploration permettront dès 2016, une hausse de la production. Cette hausse de production qui atteindra son pic en 2017 avec la mise en production du grand gisement Moho Nord devrait permettre d'atténuer l'impact de la chute des cours du pétrole en attendant des jours meilleurs* », avant de conclure en disant « *Dans un contexte économique international complexe, nous avons tout à parier sur l'avenir et sur des partenariats durables* ». À la fin de la cérémonie, plusieurs personnalités ayant œuvré à l'aboutissement du projet Moho Nord ont été décorées par le président de la République, Denis Sassou N'Gouesso.



MOTS FLÉCHÉS N°089

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

RATATINÉS SITUÉES DANS LA CHRO- NOLOGIE	ALOUR- DIRENT SHOOTE	GENS DU VOYAGE LIQUIDES	ELLES REÇOIVENT DES PA- TIENTS EN ATTENTE ENLAIDIE OU BIEN ARRANGÉE ANIMAUX ANDINS	PONÇAS BÉRYL- LIUM SYMBOLISÉ	DIVISION DE L'EURO PAS POUR TOUT LE MONDE	BRILLA
ACTION DE COUPER LISBONNE EST SA CAPITALE				VIN PÉTILLANT ITALIEN ALLER SUR L'EAU		
SECONDES ÉTUDES ARTICLE PREMIER					À LA PAGE CE QUE FAIT L'ÂNE MECON- TENT	
	CONVENA- BLEMENT	AGENCE SPATIALE FORMULE ET REMÈDE			RADIO À LA LIMITE DE LA FORÊT	
ANCIENS ESPA- GNOLS ATELIERS				CONSA- CRÉE L'ACCENT DE BÉZIERS		
			BASE DE DÉPART ISSU			SENTI- MENT D'HOS- TILITÉ
ROULE- MENT DE TAMBOUR	AINSI DE SUITE PLUS QU'INDÉ- CENTE		PAYS AFRICAIN NOTE DE MUSIQUE			
		RENDU PLUS CLAIR RAISON SOCIALE			NON POLLUÉ	BON POUR MONTRER
MIEL POUR LES LÈVRES	OUVRAGE DE SCULP- TEUR MACULER				AIGUILLE EN MON- TAGNE RESPIRE LE PARFUM	
			HÉRITAGE OU DONATION	COUP DE FROID ALLA EN ZIG- ZAGUANT		
SOLEIL DES PHARAONS BOUÉE ÉMETTRICE		GÉNIE NOURRICE DE DIONYSOS		CANTON EN SUISSE ACIDE EN GÉNÉTIQUE		CEN'EST PAS BEAU- COUP
			MÉMOIRE VIVE		TRAVAUX PRATIQUES SIGLE DE RÉPU- BLIQUE	
FIBRE VÉGÉTALE GRANDS ÉCHAS- SIERS		CENTRE DE LOISIRS				
			CYCLE RÉGULIER		BRASIER	

SUDOKU N°089

>FACILE

	1							9
8			5					2
9	2		4			5	8	3
		6		7	3		5	
	8		1		5		9	
	9		2	8		7		
3	7	1			2		6	4
4					9			7
2								3

>MOYEN

			7		5	6		
				6	1	8		9
					9	2		5
		2		1			4	8
6			8		3			1
4	1			5		3		
3		6	1					
5		4	6	3				
		1	5		4			

>DIFFICILE

	4		6					
6							4	
8	9		5		4	2		1
3				7				9
			2		9			
1				8				5
5		8	9		1		7	6
	7							8
					7		5	

MOTS CROISÉS N°089

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALLEMENT

1. Idolâtres ou groupes, selon l'objet du culte. - 2. Activités de revente. Article contracté. - 3. Plonger dans le bouillon. - 4. À moitié. Comme un hareng. Arrivé au monde. - 5. Château de l'Aveyron. Légère amélioration. - 6. Ressassent. - 7. Prendra le chemin. Tête de lecture. Rapport de cercle. - 8. Il aurait dû être cueilli plus tôt. Arrose Cahors. - 9. Ancienne contrée de l'Asie Mineure. Attribut de Terpsichore. - 10. Se donne du mal. Elle permet de récupérer de la veille.

>VERTICALEMENT

A. Des dents qui font souffrir. - B. Nettoyer le terrain. Offre une alternative. - C. Sigle pour des produits contestés. Sa feuille est tout un symbole, au Canada. - D. Spécialité suisse. Mesure de la Grande Muraille. - E. Boulette de morue. De grands nombres. - F. Enveloppe de botanique. - G. Alcaloïde toxique. Largeur de tissu. - H. Agent de liaison. Fleur de Versailles. - I. Crème solaire. Retiré des affaires. Havre pour le terre-neuvas. - J. Comme une pile électrique.

MOTS À MOTS N°089

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de cinq et quatre lettres proposés, composez un troisième mot de neuf lettres.

- ① CREPE + RIDE = [D | | | | | | | | R]
- ② PETER + MIEN = [E | | | | | | | | E]
- ③ CERNE + EMOI = [C | | | | | | | | E]

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°088

P	F	A	S	M	C
B	A	C	L	E	R
S	H	A	M	P	O
O	S	A	I	E	C
N	D	E	N	T	A
E	B	R	E	L	E
U	S	A	S	P	I
G	E	I	S	H	A
T	A	T	E	U	R
L	U	N	E	S	A
D	E	I	M	P	I
V	I	S	A	S	E
J	E	T	E	C	O

MOTS CROISÉS N°088

R	E	P	A	S	S	E	U	S	E
E	X	I	L	E	S	S	E	N	
C	O	I	F	S	U	R	F		
E	D	A	M	R	O	S	I	R	
P	E	L	E	S	R	N	E		
T	S	N	O	B	E	R	I		
A	B	A	T	T	U	A	D	N	
C	O	C	A	T	A	C	O	T	
L	I	E	N	T	G	E	N	E	
E	S	T	A	T	E	R	A	S	

SUDOKU N°088

1	4	5	9	6	2	8	3	7
6	8	3	1	7	5	4	9	2
2	9	7	3	4	8	6	5	1
3	1	6	5	9	7	2	8	4
8	5	4	2	3	1	7	6	9
7	2	9	4	8	6	5	1	3
9	7	1	8	5	4	3	2	6
5	6	2	7	1	3	9	4	8
4	3	8	6	2	9	1	7	5
4	7	2	9	6	3	8	1	5
8	3	9	5	1	4	2	6	7
5	6	1	8	2	7	9	3	4
1	5	4	2	3	8	7	9	6
7	9	8	6	5	1	4	2	3
3	2	6	7	4	9	1	5	8
9	1	7	3	8	5	6	4	2
2	4	3	1	7	6	5	8	9
6	8	5	4	9	2	3	7	1
9	8	2	4	7	1	3	6	5
4	5	3	2	6	8	9	1	7
1	7	6	3	5	9	4	8	2
8	6	4	7	9	2	1	5	3
5	1	9	6	4	3	7	2	8
2	3	7	8	1	5	6	9	4
3	9	1	5	8	4	2	7	6
7	2	5	1	3	6	8	4	9
6	4	8	9	2	7	5	3	1

MOTS À MOTS N°088

1/ PÉNITENTE - 2/ ANTÉRIEUR - 3/ SERVIETTE.

LÉON-ALFRED OPIMBAT

« Les proches de Guelord Bebey Ndey doivent comprendre que l'Etat a besoin de connaître le dossier pour pouvoir apporter son soutien »

Venu à Paris pour rencontrer les Diables rouges convalescents (Doré, Bouétoutélamio et Bebey Ndey), le ministre des Sports, Léon-Alfred Opimbat, n'a pu rendre visite qu'aux deux premiers, faute de réponse de l'entourage de l'attaquant de l'AC Léopards. Durant sa visite parisienne, le patron du sport congolais a accepté de répondre à nos questions concernant le prochain sélectionneur, la reprise du championnat et les prochaines compétitions que le Congo pourrait accueillir.

Les Dépêches de Brazzaville : Monsieur le ministre, vous étiez à Paris ces derniers jours pour y rencontrer plusieurs joueurs blessés. Quels étaient ces joueurs et quelle a été la nature de ces entretiens ?

Léon-Alfred Opimbat : Il est de notre devoir de soutenir ceux des nôtres qui rencontrent des difficultés dans le déroulement de leur carrière. La fin d'année est généralement propice aux actions de solidarité avec nos sportifs, anciens ou actifs. C'est pourquoi j'ai rendu visite à Desmond Bouétoutélamio, qui s'était rompu le talon d'Achille et, est actuellement en rééducation après avoir été opéré en août dernier, déjà avec le soutien du gouvernement. Lundi dernier, nous étions à Angers pour rencontrer Fodé Doré, qui se fait soigner une fracture de la diaphyse du tibia. Egalement opéré, il est en cours de traitement et de rééducation. On espérait aussi voir Guelord Bebey Ndey, pour lui témoigner du soutien du gouvernement et du pays tout entier à son égard. Mais cela n'a pas été possible.

LDB : Pour quelles raisons ?

LAO : Déjà, lors d'un précédent passage à Paris, voici deux mois, nous n'avions pas pu nous rendre à son chevet. Nous avions alors rencontré un de ses proches, le jeune Didas, à qui nous avons transmis notre soutien moral et financier. Aujourd'hui, nous venons d'apprendre que Guelord a changé d'hôpital, mais nous restons dans l'attente de son en-

tourage. Ces derniers doivent vraiment comprendre que l'engagement de l'Etat sera sans faille, mais vu la gravité de la situation de Guelord, le ministère doit avoir accès au dossier pour effectuer une saisine officielle et ainsi pouvoir accompagner notre jeune frère dans son traitement.

LDB : C'est une question délicate qui rentre dans le cadre du secret médical, mais que de nombreux Congolais se posent : quel est l'état actuel de Guelord Bebey Ndey ?

LAO : Il m'est difficile de répondre pour deux raisons : comme je viens de vous le dire, je n'ai pas pu le rencontrer et son entourage ne répond pas à nos nombreuses approches. Ensuite, effectivement, il est toujours compliqué de communiquer autour de la santé d'un concitoyen, fut-il une personnalité publique. Nous avons encore tous les terribles images en mémoire, ce traumatisme crano-cervical avec de probables lésions.

LDB : L'engagement du gouvernement est donc total dans ce dossier ?

LAO : Ma présence ici en atteste, oui. Maintenant, pour ce qui est du financier, nous avons besoin du dossier pour connaître la prise en charge des assurances et ensuite accompagner Guelord dans ce traitement lourd et vraisemblablement long. Son club est présent à ses côtés, nous le sommes aussi.

LDB : Durant ce séjour, avez-vous aussi traité des dossiers de potentiels futurs Diables rouges ?

LAO : Ce sont des démarches permanentes, puisque nos relais de la diaspora dénichent régulièrement de nouveaux éléments à potentiel intéressant : il y a donc plusieurs dossiers que l'on mène, en rentrant en contact avec les parents des jeunes ou avec les joueurs directement. C'est parfois un travail de longue haleine, comme dans le cas d'un Thievy Bifouma, mais c'est un travail nécessaire. Dans le cas de ce séjour, j'ai échangé avec Jules Iloki et sa famille. J'ai également discuté avec les parents de Brice Samba. Dans les deux cas, le contact

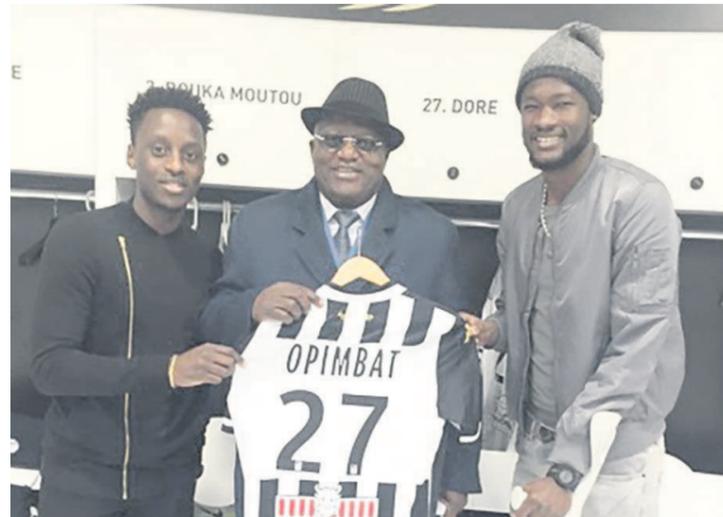
est réel, nos arguments sont écoutés et nous gardons bon espoir de voir les Diables rouges se renforcer avec de bons éléments.

LDB : L'autre dossier qui tient en haleine le football congolais, c'est la succession de Claude Le Roy, avec un appel d'offres en cours. Quelle est la position du ministère ?

LAO : Le ministère des Sports et le ministère des Finances cosignent le contrat du sélectionneur, car c'est l'Etat qui assure sa prise en charge financière. A ce titre, et parce que le gouvernement est attentif à la bonne marche de ses équipes nationales, nous suivons avec attention les événements. Nous savons d'ores et déjà que cet appel d'offres suscite beaucoup de candidatures, qu'il conviendra, après la date butoir, d'étudier et de trier. Le Comité technique devra en retenir trois, puis désigner l'heureux élu, selon des critères techniques précis. Le ministère des Sports n'interviendra pas dans ces considérations techniques, mais veillera à ce que le prochain sélectionneur corresponde aux ambitions de la septième meilleure équipe africaine. Il y a deux ans, sur instructions du président de la République, nous avons ciblé un entraîneur de renom et d'expérience pour un bilan globalement positif. La directive est la même et le prochain sélectionneur devra être en mesure d'atteindre les objectifs que le Congo se fixe et lui fixe : se qualifier pour la CAN 2017 et pour le Mondial 2018.

LDB : S'il est évident qu'une absence au Gabon, en 2017, serait un échec, les éliminatoires pour le Mondial 2018 s'annoncent déjà difficiles : tous les ténors africains seront là et seuls cinq iront en Russie. Ce Mondial doit-il être une ambition affichée ou un objectif contractuel ?

LAO : ça sera compliqué et c'est l'esprit du sport. Mais souvenez-vous, quand le Congo allait aborder sa campagne éliminatoire de la CAN 2015, en septembre 2013 : les Diables rouges étaient donnés perdants dans un groupe composé du Nigeria, de l'Afrique du Sud... Et puis il y



Le Ministre Léon Alfred Opimbat s'est rendu à Angers lundi pour rencontrer Fodé Doré, convalescent. Si le ministre des Sports avait pu faire de même avec Desmond Bouétoutélamio, il n'a par contre pas pu se rendre au chevet de Guelord Bebey Ndey en raison du silence de l'entourage du joueur (crédits photo adiac)

a eu Calabar, puis la qualification pour la CAN. A l'époque nous n'étions que des challengers, aujourd'hui, nous sommes attendus et je ne pense pas que des équipes, mêmes prestigieuses, soient sereines à l'idée de nous affronter. Pour répondre à votre question, cela doit être une ambition qui porte l'ensemble du football congolais dans une démarche positive et un objectif contractuel pour faire rentrer cette génération de Diables rouges dans l'histoire du football congolais et africain.

LDB : La Fécofoot vient d'annoncer que le championnat reprendrait le 9 janvier, après deux reports. On imagine le ministère de tutelle soulagé, après plus de six mois sans championnat national.

LAO : C'est une bonne nouvelle pour le sport congolais et pour tous les amateurs de football de notre pays. Le football d'élite, c'est-à-dire les sélections nationales, part de la base, donc des championnats locaux. C'est une grande satisfaction et je pense particulièrement à tous nos joueurs de valeur qui ont besoin des compétitions locales pour travailler, progresser et se révéler. Reste à savoir quelle sera la formule retenue par la Fédération : est-ce un championnat direct, un système de groupes ? Nous savons que la Fécofoot tiendra compte de l'environnement et des difficultés que peuvent rencontrer les clubs. Au niveau des pouvoirs publics, nous estimons avoir joué notre rôle en dotant le football

congolais d'installations sportives de haut niveau. Donc, lorsque j'entends parler des subventions de l'Etat, je réponds que sur 12 départements, nous avons dix stades de football de haut niveau, mis à la disposition de la Fédération et de nos clubs. C'est notre apport et il est important, surtout qu'il s'ajoute à l'accompagnement financier des clubs engagés dans les compétitions africaines.

LDB : Pour finir, monsieur le Ministre, on vous a laissé, après les Jeux africains, avec des déclarations d'intention de plusieurs instances sportives africaines quant à l'organisation de compétitions à Brazzaville. Qu'en est-il aujourd'hui ?

LAO : Les dossiers ont pris corps. Vous savez que l'on a accueilli, il y a un mois et demi, les éliminatoires de la zone 4 en basket. A partir du 5 janvier, nous recevons le tournoi qualificatif pour les Jeux de Rio, en volley-ball. Pour l'Afrobasket 2017 et la CAN féminine de handball, pour lesquels les Confédérations africaines concernées ont déclaré leur flamme à Brazzaville, nous continuons les discussions. Tout cela s'ajoute aux pays qui nous demandent de venir organiser leur mise au vert chez nous pour profiter de nos infrastructures. Durant les Jeux, ces dernières avaient été applaudies, elles sont désormais convoitées.

Par Camille Delourme

BRIN D'HISTOIRE

Retour sur un anniversaire

Le Congo a célébré, le 28 novembre dernier, le 57^e anniversaire de la naissance de la République. C'est à la nouvelle République, née, on nous l'a dit à cette occasion, le 6 novembre 2015, de donner des signaux forts des changements attendus par le public. Les hommes politiques, tous bords confondus, doivent changer leur rapport à la politique, pour mettre, au premier plan, l'intérêt général, qui s'est noyé dans les calculs et les intérêts personnels.

Cet anniversaire de la République est, mieux vaut tard que jamais, l'occasion de recommander avec insistance la réhabilitation de la politique, discréditée dans notre pays. Elle est, plus que jamais, synonyme de mensonge et de cavalcade. Plus on est apte à faire des cabrioles, plus on monte en puissance dans une partie de l'opinion politique congolaise. L'engagement est désormais, dans ce domaine, un leurre, et le retournement de veste, la règle. A cause des politiciens versatiles, la politique n'est plus ce sacerdoce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être. C'est ainsi qu'aujourd'hui, n'importe quel quidam, sorti du diable vauvert, à coup d'apparitions

médiatiques, pense que son heure est arrivée et bombe le torse. Une partie du peuple, qui aime ces simagrées, applaudit, souvent à ses dépens. La sagesse suggère de saisir la proie plutôt que l'ombre.

Dans la nouvelle République qui se mettra en place, les médias, publics en particulier, doivent devenir de véritables instruments d'information, d'éducation et de distraction, comme le suggère l'inévitable référentiel qui a toujours influencé l'action dans ce domaine. On observe, de ce côté, une frilosité contre-productive. A l'heure de la globalisation de la communication, les médias publics doivent prendre l'initiative et non être en réaction permanente. Ce faisant, ils contrarieront la désinformation déversée par les chaînes étrangères qui distillent leur information-venin, avec les dégâts que l'on sait. L'antidote est une information de qualité, pour peu que les moyens soient dégagés à cette fin. La victoire de l'information est à ce prix. D'où, l'urgence de l'accroissement du budget des médias d'Etat et de la mise en place de l'aide à la presse privée. Au surplus, pour les médias d'Etat, une réflexion sur leur financement

et leur réorganisation s'impose pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de phare des consciences.

Dans la nouvelle République, les partis politiques, qui ont montré, à la fois, leurs limites et leur anachronisme, doivent s'adapter pour ne pas demeurer ces coquilles vides qui bourdonnent uniquement lors des élections. A ce discrédit, il faut ajouter la disparition des divergences doctrinales qui ont conduit à l'existence de partis politiques sans idéologies et interchangeables. Ils ont abdiqué leur rôle de formation et réduit les militants en une clientèle allant au plus offrant. Je l'ai déjà dit ici même. Ce qu'ont bien compris les néo-militants qui participent indifféremment aux meetings de tous les partis contre les espèces sonnantes et trébuchantes. « Y a du boulot », comme le disait, de manière prosaïque, une personnalité étrangère.

Le micro-trottoir de Télé-Congo, diffusé le jour de la fête de la République, a montré que les Congolais ne connaissent pas leur histoire. La date du 28 novembre 1958, par exemple, reste une énigme pour la majo-

rité de la population. Ce qui est fortement déconcertant et affligeant. D'où, l'intérêt d'accorder une place plus importante à l'apprentissage de l'histoire du Congo dans les programmes d'enseignement. D'une manière générale, la culture générale a dangereusement chaviré dans notre pays. Les partis politiques doivent renouer avec la formation politique qui a permis, à certains de leurs dirigeants, en tant que militants, pour une partie tout au moins, d'être des citoyens responsables.

C'est ici, l'occasion de mettre en avant la volonté du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, de réhabiliter l'instruction civique dans le cursus scolaire, et de souligner les inlassables efforts déployés dans ce sens, sur le terrain, par le ministre Collinet Makosso. L'instauration de la Nouvelle République est à ce prix, parce qu'elle exige du citoyen, outre le sens de l'épaisseur historique et la conscience, le civisme, dans un souci constant de s'améliorer, de servir son pays et de contribuer à y améliorer les rapports entre les concitoyens. Voilà ce que m'inspire ce retour sur un anniversaire.

MFUMU